



Dialogue territorial et transition énergétique sur le territoire des Monts du Lyonnais dans le cadre du projet Territoire à Énergie Positive à horizon 2050

Pauline Ferrez

► To cite this version:

Pauline Ferrez. Dialogue territorial et transition énergétique sur le territoire des Monts du Lyonnais dans le cadre du projet Territoire à Énergie Positive à horizon 2050. Environnement et Société. 2014. dumas-01114412

HAL Id: dumas-01114412

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01114412>

Submitted on 23 Feb 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE
GRENOBLE



Université
Joseph Fourier Grenoble

**Institut de
Géographie Alpine**

Cité des Territoires

Rapport de fin d'étude et du stage de Master 2

IDT

Ingénierie du Développement Territorial

Dialogue territorial et transition énergétique sur le territoire des Monts du Lyonnais

dans le cadre du projet Territoire à Energie Positive
à horizon 2050

présenté par **Pauline FERREZ**

pauline.ferrez@yahoo.fr



Le 06/06/2014 à l'Institut de Géographie Alpine, Grenoble

Stage effectué au **Syndicat Intercommunaire des Monts du Lyonnais**

Château de Pluvy, 69580, Pomeys

sous la direction de **Lucas Rumpus**

Tuteur pédagogique : Rémi Lefur

NOTICE ANALYTIQUE Rapport de fin d'étude

M2 IDT –Ingénierie du Développement Territorial

PARCOURS : ☐ IDT-stratégie ☐ IDT-animation ☐ IDT-géomatique

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2012/2013

OBSERVATIONS DU JURY
<p>A : Très bon rapport de fin d'étude</p> <p>B : Bon rapport mais avec des faiblesses sur quelques aspects</p> <p>C : Rapport acceptable présentant un intérêt particulier sur certains aspects</p> <p style="text-align: center; margin-top: 10px;"><i>Précisions éventuelles sur les faiblesses et les forces du mémoire :</i></p> <p style="text-align: right; margin-top: 20px;">Signatures</p>

AUTEUR	NOM	PRÉNOM		
	Ferrez	Pauline		
TITRE	<i>Dialogue territorial et transition énergétique sur le territoire des Monts du Lyonnais, dans le cadre du projet Territoire à Energie Positive à horizon 2050</i>			
UNIVERSITÉ JOSEPH FOURIER & Institut de Géographie Alpine	Nom et prénom du Tuteur pédagogique	Nom de la structure dans laquelle le stage a eu lieu (et localisation)	Nom et prénom du responsable professionnel présent dans le jury	
COLLATION	Nb. de pages	Nb. de volumes	Nb. d'annexes	Nb. de réf. biblio.
MOTS-CLÉS				
TERRAIN D'ÉTUDE OU D'APPLICATION				
RÉSUMÉ français				
<p>Le territoire des Monts du Lyonnais a émis le souhait d'être un « Territoire à Energie Positive » (TEPOS) à horizon 2050. Son contexte territorial montre les importants enjeux auxquels il est confronté, justifiant le besoin de réduire sa consommation énergétique et de pouvoir produire localement sa propre énergie renouvelable. Cette transition énergétique concerne tous les acteurs du territoire, y compris les habitants, et pour qu'elle réussisse, il est nécessaire d'impliquer tous ces acteurs dans la démarche d'élaboration du plan d'actions. Une stratégie de dialogue territorial doit alors être établie. Cette réflexion a pour but d'analyser les points forts et faibles de la celle déjà adoptée par le SIMOLY et d'effectuer des préconisations à mener pour la suite du plan d'actions.</p>				
RÉSUMÉ autre langue				
<p>The Monts du Lyonnais territory wants to become a "positive energy territory" in 2050. Its territorial challenges justify the need to reduce its energy consumption and to produce local and renewable energy. This energy transition implies everybody, even the inhabitants. To make it succeed, it is necessary to include everybody in the building process of the action plan. That is why a territorial dialogue strategy must be planned. This work aim to analyze strengthens and weaknesses of the current strategy leaded by the SIMOLY and to make some suggestions on how to lead the action plan in the future.</p>				

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	5
1. CONTEXTE ET ENJEUX POUR AMORCER LA TRANSITION ENERGETIQUE DANS LES MONTS DU LYONNAIS.....	7
1.1. Amorcer la transition énergétique et mobiliser les acteurs dans les Monts du Lyonnais	7
1.1.1. Une transition énergétique nécessaire.....	7
1.1.2. L'indispensable mobilisation des acteurs.....	8
1.2. Le défi énergétique et climatique dans les Monts du Lyonnais : éléments de contexte	11
1.3. Enjeux	15
1.4. L'engagement du territoire : objectif TEPOS	17
1.4.1. Le SIMOLY, porteur du projet de territoire	18
1.4.2. Le projet de territoire des Monts du Lyonnais.....	18
1.4.3. Les acteurs concernés et à mobiliser pour atteindre l'objectif TEPOS	19
1.4.4. La gouvernance du projet TEPOS	24
1.4.5. Le scénario TEPOS.....	24
2. MISSIONS CONFIEES	26
2.1 Le SIMOLY : ses fonctions et son organisation	26
2.2. Préparation du forum sur le volet Energie	27
2.2.1. Pourquoi organiser un forum et le « Mois des Monts » ?	27
2.2.2. Description de la journée forum.....	28
2.2.3. Description de mon rôle.....	30
2.2.4. Méthodologie et moyens employés	32
2.3. Préparation du dialogue territorial en vue de l'élaboration du plan d'action TEPOS.....	32
2.3.1. Les étapes à venir dans la construction du PCET	32
2.3.2. Description de mon rôle.....	33
2.3.3. Méthodologie et moyens employés	34
3. STRATEGIE DE DIALOGUE TERRITORIAL POUR LE PROJET TEPOS DANS LES MONTS DU LYONNAIS : PISTES DE REFLEXION	36
3.1. Une démarche de dialogue territorial ambitieuse.....	36
3.2. Méthodologie et moyens du dialogue territorial des Monts du Lyonnais pour le projet TEPOS..	39
3.2.1. Les moyens adoptés.....	40
3.2.2. Retours d'expériences de territoires voisins : une première base de réflexion.....	43
3.2.3. Méthodes et moyens applicables aux Monts du Lyonnais	48
3.2.4. Synthèse de l'organisation du dialogue territorial conduite jusqu'à aujourd'hui et préconisations pour demain	54
4. RETOURS D'EXPERIENCES SUR LE MASTER ET LE STAGE	58
4.1. Retour d'expérience sur le master.....	58
4.2. Retour d'expérience sur le stage	60
4.2.1. Le choix du stage	60
4.2.2. Savoir, savoir-faire et savoir-être	60

4.2.3 L'apport de mon travail pour la structure et perspective d'accomplissement de ma mission.....	61
4.2.4. Projet professionnel.....	62
CONCLUSION GENERALE	63
ANNEXES	64
ANNEXE 1 : Projet Méthamoly	64
ANNEXE 2 : Gouvernance du projet TEPOS dans les Monts du Lyonnais	65
ANNEXE 3 : Scénario pour le projet TEPOS des Monts du Lyonnais.....	66
TABLE DES FIGURES / DES CIGLES	68
BIBLIOGRAPHIE	70

INTRODUCTION GENERALE

Les préoccupations environnementales, liées à la protection des espaces verts et agricoles face à la pollution et à l'étalement urbain, aux conséquences du changement climatique, à la raréfaction des ressources, font aujourd'hui parties des sujets politiques abordés par chaque territoire, ou presque. Car au-delà de l'aspect paysager et des risques liés aux bouleversements de la nature, tout cela comprend également des impacts économiques, auxquels de très nombreux territoires seront confrontés. C'est pour anticiper l'ensemble de ces conséquences que certains territoires ont décidé d'appliquer une politique forte, permettant de réduire leur vulnérabilité face à l'ensemble de ces risques. Au niveau local, l'amorce de la transition énergétique suppose d'une part de réduire la demande d'énergie et d'autre part de produire localement des énergies renouvelables. Les territoires deviennent alors moins dépendants des énergies aux ressources épuisables, réduisent les pertes d'énergie liées à la distance parcourue entre sa production et sa consommation finale, et surtout émettent moins de gaz à effet de serre. Economiquement, ils sont également moins vulnérables à la hausse des prix des énergies hydrocarbures, amenés à s'accroître de plus en plus en raison de leur raréfaction.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que certains territoires, comme le canton de Güssing (27 000 habitants) en Autriche ou l'île de Samso (4 000 habitants) au Danemark sont devenus autosuffisants en énergie. A l'image de ces territoires exemplaires, certains ont choisi d'appliquer des politiques locales fortes, pour suivre cette dynamique. Celui du Mené, en Bretagne, fait partie des territoires référents en la matière en France. En Rhône-Alpes, on se tourne davantage vers Biovallée, qui a mené des dynamiques intéressantes en termes de mobilisation d'acteurs notamment. Afin de permettre à davantage de territoires d'être moteurs dans la dynamique de transition énergétique, la Région Rhône-Alpes et l'ADEME ont lancé un appel à projet « Territoire à Energie Positive » (TEPOS), pour permettre aux territoires lauréats de disposer de fonds et d'aides suffisants pour mener à bien des initiatives exemplaires.

Le territoire des Monts du Lyonnais fait partie de ces lauréats. Cela correspondait, en effet, à la stratégie de développement du territoire visant à mettre en cohérence et renforcer les différentes actions entreprises localement autour de la transition énergétique, au sein d'une politique énergétique et climatique locale partagée. De plus, au regard du contexte territorial, l'ambition de vouloir être un « territoire à énergie positive » semble justifiée, car entre autre, les impacts économiques liés à la hausse du prix de l'énergie peuvent potentiellement toucher très durement le territoire dans son ensemble.

Cet engagement nécessite la mise en place d'un certain nombre d'actions, transversales à l'ensemble des thématiques territoriales. Certains sujets sont particulièrement visés, tels que la rénovation énergétique des bâtiments et l'éco-construction mais également la baisse de consommation d'énergie de manière générale. Cela implique une participation de chaque acteur du territoire, les acteurs socio-économiques mais aussi et surtout les habitants. La question se pose alors sur la manière d'impliquer l'ensemble de ces acteurs dans la construction de ce plan d'actions. Une stratégie de « dialogue territorial » ou de « participation » doit alors être appliquée. Celle-ci comprend plusieurs niveaux qui ne répondent pas aux mêmes objectifs.

Les questions qui se posent alors sont les suivantes : **Comment mobiliser les acteurs du territoire des Monts du Lyonnais autour du projet de transition énergétique ? Comment les associer à la démarche ? Selon quel niveau de dialogue territorial ?**

Ma présence au SIMOLY pour une période de six mois afin d'effectuer mon stage de fin d'étude, a pour objectif de répondre à deux attentes : aider à organiser un forum à destination du grand public sur le volet « énergie », et aider à préparer le dialogue territorial autour de l'élaboration du plan d'actions du projet TEPOS. La réflexion menée au sein de ce rapport participe à l'accomplissement de ces missions, en permettant une prise de recul sur l'ensemble des choix stratégiques entrepris par le SIMOLY sur la mobilisation des acteurs autour du projet TEPOS.

La première partie exposera les enjeux incitant les territoires à entreprendre leur transition énergétique et à la nécessaire mobilisation des acteurs que cela implique. Puis, au regard du contexte territorial des Monts du Lyonnais et de sa vulnérabilité face à ces enjeux énergétiques et climatiques, l'adoption du projet TEPOS sera explicitée. Cela permettra de souligner l'indispensable participation de l'ensemble de la population pour assurer sa réussite et d'exposer les interrogations que cela implique.

La seconde partie permettra d'expliquer les origines et le but de mes missions de stage, contribuant entre autre à nourrir cette réflexion. Mon rôle ainsi que la méthodologie employée pour réaliser ces missions y seront détaillés.

La troisième partie concernera à proprement parler cette réflexion autour de la stratégie de dialogue territorial à adopter par les Monts du Lyonnais. Pour cela, un point sera fait sur la stratégie actuelle mise en place, en analysant notamment les moyens déjà adoptés. Puis une prise de recul sera faite, en observant ce qu'il s'est fait sur d'autres territoires voisins, en termes de mobilisation d'acteurs. Cela permettra d'avoir une meilleure vision d'ensemble des moyens et méthodes qu'il est possible d'appliquer au territoire des Monts du Lyonnais. Enfin, une synthèse permettra de pointer du doigt les éléments qui semblent, à mes yeux, pertinents d'appliquer sur le territoire.

La quatrième et dernière partie permettra de faire le point sur les apports et les compétences acquises au cours de ma formation IDT et de mon stage au sein du SIMOLY.

1. CONTEXTE ET ENJEUX POUR AMORCER LA TRANSITION ENERGETIQUE DANS LES MONTS DU LYONNAIS

Le territoire des Monts du Lyonnais a émis le souhait d'être un territoire exemplaire en matière de transition énergétique. Il est acquis en effet, que les territoires de manière générale sont exposés à divers risques liés au changement climatique et à la raréfaction des ressources. Le contexte territorial des Monts du Lyonnais montre les importants enjeux auxquels il est confronté, justifiant le besoin de réduire l'emprunte énergétique du territoire tout en accroissant l'indépendance énergétique. Cependant cette transition énergétique, pour qu'elle réussisse, nécessite une participation forte de tous, et soulève alors la question de l'implication des divers acteurs, et notamment des habitants dans l'élaboration des actions à mener.

1.1. Amorcer la transition énergétique et mobiliser les acteurs dans les Monts du Lyonnais

1.1.1. Une transition énergétique nécessaire

Il n'est plus à démontrer que les conséquences du changement climatique auront un impact majeur à l'échelle de la planète entière : hausse globale des températures, hausse du niveau de la mer, sécheresses, multiplication des catastrophes naturelles, etc. On peut déjà en observer aujourd'hui les effets. Le dernier rapport du GIEC¹ fait état d'une situation plus qu'alarmante : les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteignent des niveaux record et leur croissance n'a jamais été aussi rapide qu'au cours de la dernière décennie. De 2000 à 2010, les émissions ont augmenté de 2,2% par an contre 0,4% en moyenne au cours des trois dernières décennies.²

On s'interroge également sur l'approvisionnement énergétique, dans un contexte où l'on découvre de moins en moins de réserves de pétroles conventionnelles et où la croissance économique est basée à plus de 80% sur les énergies fossiles. La raréfaction des énergies fossiles, les difficultés à exploiter dans des conditions respectueuses de l'environnement les ressources non conventionnelles, mais également les investissements nécessaires pour renouveler les infrastructures du secteur énergétique, vont engendrer une importante hausse des prix de l'énergie dans les années à venir.³

La responsabilité de l'être humain vis à vis de ces changements n'est plus à prouver. S'il semble aujourd'hui quasiment impossible de stopper le changement climatique qui s'est amorcé, il semble néanmoins qu'une marge de manœuvre existe encore pour réduire l'ampleur de ces bouleversements, en changeant nos habitudes de vie et de consommation et en faisant évoluer le

¹ GIEC, 13/04/2014, Communiqué de presse du GIEC, *Les émissions de gaz à effet de serre s'accroissent malgré les efforts de réduction*, Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat, Disponible sur : http://www.ipcc.ch/pdf/ar5/pr_wg3/20140413_pr_pc_wg3_fr.pdf

² Caramel L., 13/04/2014, *Réchauffement, une révolution économique est nécessaire*, Le Monde.fr, Disponible sur : http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/04/13/une-revolution-economique-est-necessaire-pour-limiter-le-rechauffement_4400450_3244.html

³ Débat national sur la transition énergétique : <http://www.transition-energetique.gouv.fr/>

système énergétique (production des énergies renouvelables décentralisées, adaptation des réseaux, etc). A condition toutefois que ces changements interviennent très rapidement.

Face à ce contexte, il devient urgent d'amorcer la transition énergétique que l'on désigne comme étant le passage d'une société fondée sur la consommation abondante d'énergies fossiles, à une société plus sobre et plus écologique.⁴ Il s'agit donc d'utiliser autant que possible les énergies renouvelables, mais aussi de réduire notre consommation d'énergie et d'optimiser nos systèmes de production. C'est notamment à l'échelle locale, à travers chaque territoire qu'un changement peut être amorcé. Les collectivités locales ont un véritable rôle à jouer en anticipant la fin des énergies fossiles et en limitant la vulnérabilité énergétique, climatique et économique des territoires. Elles seront en effet en première ligne pour gérer les conséquences du changement climatique. Conscientes de leur responsabilité, les collectivités locales adoptent des politiques nouvelles en matière de déplacements et d'aménagement, de consommation d'énergie ou encore de gestion des déchets. L'objectif étant d'insuffler une dynamique locale en fédérant les acteurs autour d'une stratégie commune. A noter que les collectivités se doivent d'être exemplaires et de pouvoir appliquer à elles-mêmes les démarches qu'elles souhaitent faire appliquer aux citoyens.

Pour pouvoir établir une telle dynamique, les territoires peuvent se doter d'un outil : le Plan Climat Energie Territorial (PCET). Au niveau national, le gouvernement français a adopté le 22 juillet 2004 un « Plan Climat Energie » qui détaille des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) applicables non seulement au secteur industriel, mais à tous les secteurs de l'économie et de la vie quotidienne des français. A l'échelle des territoires, ce plan climat est décliné sous la forme de « Plan Climat Energie Territorial », reconnaissant le rôle déterminant des territoires dans la lutte contre le changement climatique. La loi du 12 juillet 2010, dite « Loi Grenelle 2 », rend obligatoire depuis janvier 2012 l'adoption de PCET par les régions, les départements, les communes et leurs groupements de plus de 50 000 habitants. Les autres territoires qui ne font pas partis de ces catégories-là peuvent l'adopter de manière volontaire. En fonction du diagnostic énergétique du territoire, et donc des points à améliorer, une stratégie d'actions est établie, afin de donner les orientations pour construire le plan d'actions.

1.1.2. L'indispensable mobilisation des acteurs

La mise en place d'une telle démarche ne pourra être efficace que si elle est comprise et partagée par l'ensemble des acteurs du territoire. En effet, la marge de progrès la plus importante ne pourra être atteinte que grâce à la mobilisation du plus grand nombre. C'est pour cela qu'il est nécessaire, à minima à certaines étapes cruciales de l'élaboration du PCET, de faire appel à l'avis de la population.

On trouve plusieurs avantages à cette mobilisation d'acteurs. Cela permet d'une part de passer les désaccords et de déboucher sur des solutions acceptables pour tous les participants. Ayant été consultée et ayant approuvée le PCET, la population ne pourra qu'être plus compréhensive et collaborative pour aider à l'atteinte des objectifs fixés. D'autre part, l'implication citoyenne dans les décisions publiques apporte une plus-value notable. « Experts » de leur territoire, comme l'explique Nicolas Hulot, « *la participation du public aux décisions permet d'améliorer la qualité des*

⁴ Débat national sur la transition énergétique : <http://www.transition-energetique.gouv.fr/>

décisions grâce à l'apport du savoir et des valeurs des parties prenantes »⁵. Personne mieux que les habitants eux-mêmes ne connaît aussi bien les problématiques, les atouts et faiblesses du territoire. Par ce processus de mobilisation on tente d'établir une véritable dynamique territoriale, dans une logique de démarche ascendante, où les individus du territoire prennent part au projet de territoire.

- Le processus du dialogue territorial

On distingue plusieurs étapes dans la participation citoyenne à un projet. Pour Rémi Lefur⁶, on parle de « dialogue territorial » ou de « démarche participative », considéré(e) comme l'expression qui qualifie les pratiques territoriales, attachées à la résolution de conflits, à l'élaboration d'accords ou à la gestion du territoire. Le dialogue territorial est né de l'idée que de la diversité des visions et besoins des acteurs peuvent naître des solutions originales, efficaces et pérennes. La dynamique s'engagera d'autant plus facilement que les acteurs sont associés en amont à la démarche et proposent eux-mêmes des réponses à une situation qu'ils ont pu diagnostiquer et dont ils intègrent les enjeux. De plus, les actions ne peuvent être prises contre la volonté des acteurs locaux, d'où la nécessité de les impliquer dans la démarche. Il faut ajouter que la co-construction du projet de territoire avec eux le rend plus légitime.

On observe différents niveaux de dialogue territorial :

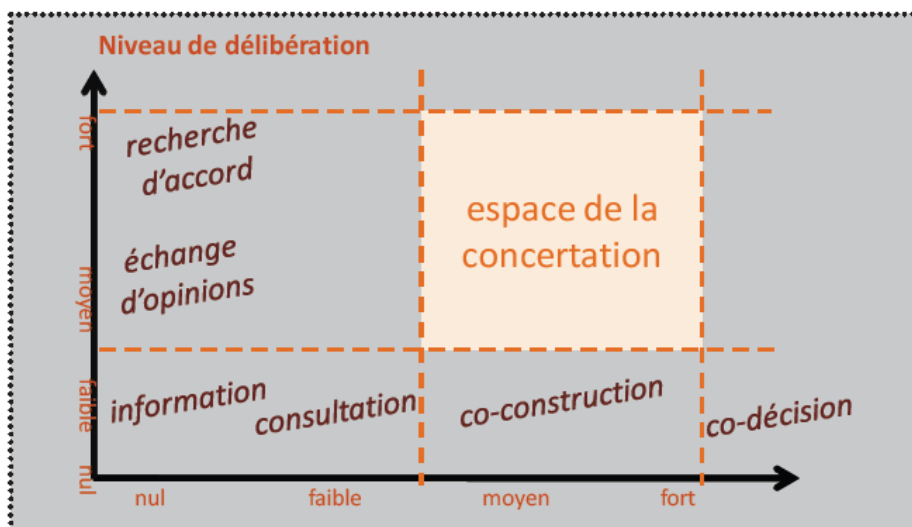
- **l'information**, où la transmission d'un message est réalisée. Cette étape indispensable se fait principalement en sens unique, puisqu'il s'agit de transmission, d'un acteur A à un acteur B. L'acteur A (émetteur) doit adapter son langage à l'acteur B (son interlocuteur), en vulgarisant si nécessaire son langage afin d'être bien compris.
- **la consultation**, où l'avis de l'acteur B sera demandé. C'est le début d'un aller-retour, mais les échanges restent encore peu intenses.
- **la concertation**, où le projet sera élaboré avec l'acteur B.
- **le co-pilotage**, où les acteurs A et B managent et pilotent le projet ensemble. Ce niveau implique une forte implication des personnes.

On assiste ainsi à une intensité croissante du « dialogue territorial », tant du point de vue de la nature des échanges que du poids dans la décision. L'acteur que l'on souhaite impliquer est de plus en plus sollicité.

⁵ Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, 2013, *Démocratie participative : guide des outils pour agir*, Think tank, Disponible sur : <http://think-tank.fnh.org/content/democratie-participative-guide-des-outils-pour-agir>

⁶ Cours de Rémi Lefur, professeur à l'Institut de Géographie Alpines de Grenoble, Octobre 2012, Le dialogue territorial, master IDT

Figure 1 : Les niveaux du dialogue territorial



Source : Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires

Deux étapes sont à souligner particulièrement dans le processus de démarches participatives. En premier lieu celle de l'information, indispensable pour permettre la mobilisation du citoyen et qu'il puisse avoir toutes les clés en main pour émettre un avis. L'information répond à un principe de transparence. Puis en deuxième lieu l'étape de l'évaluation : faire le bilan après la réalisation de la démarche, pour voir ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné et qui pourrait être ainsi amélioré : « le rôle de l'information et de l'évaluation est grandissant à la fois *avant* la décision, souvent à travers des comités divers rassemblant des parties prenantes mais aussi *après*, dans une logique d'information et de pédagogie de l'action publique auprès des citoyens visant à renforcer l'acceptabilité sociale des choix effectués »⁷.

- Les freins à un dialogue territorial efficient

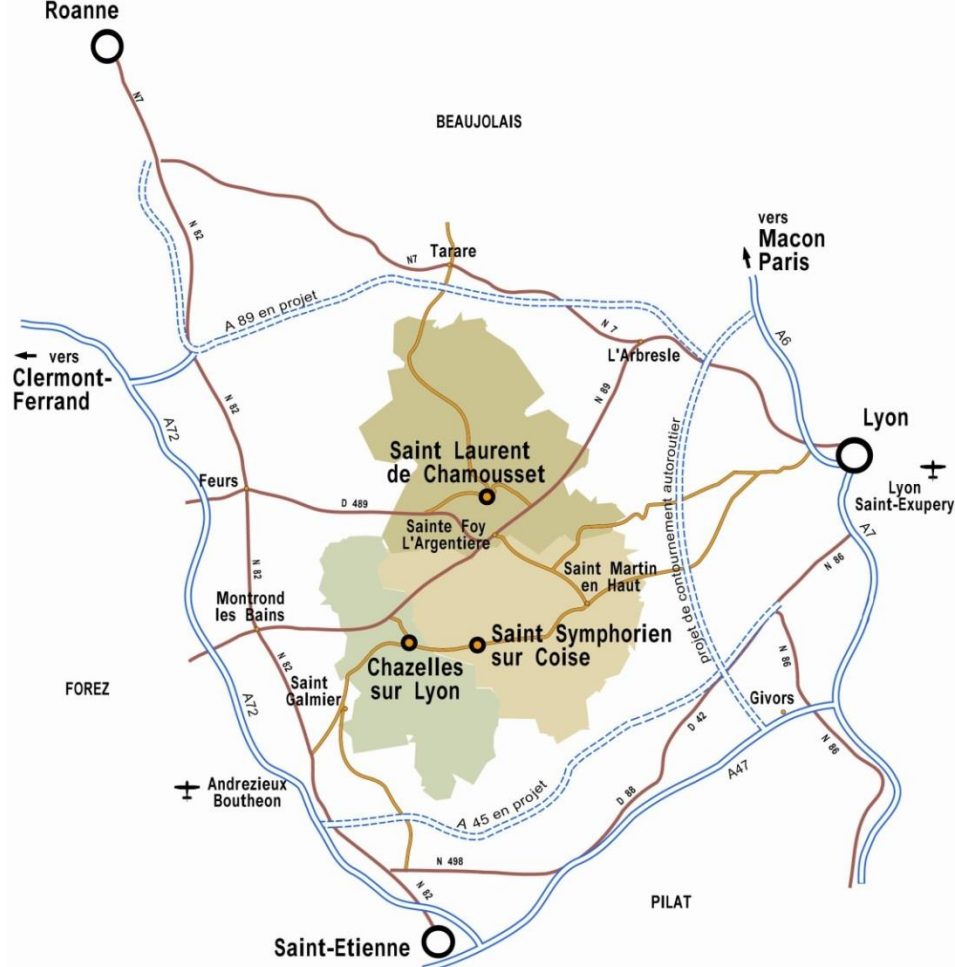
Bien évidemment, la démarche participative comprend plusieurs faiblesses. La participation est bien souvent imparfaite. En effet, on peut reprocher à la démarche de mobiliser faiblement, à la fois quantitativement mais aussi en étant relativement sélective socialement. Il est difficile de toucher toutes les catégories sociales de la population et bien souvent celles qui vont se mobiliser sont les classes moyennes.⁸ De plus, s'investir dans une démarche de concertation ou de co-construction demande du temps, que peu de citoyens sont prêts à accorder pour une problématique pour laquelle ils ne vont pas toujours estimer avoir un rôle significatif à jouer ou pour laquelle ils se sentent peu concernés. Une partie des citoyens est rebutée par le fait que leur opinion apportera peu à la décision finale et qu'ils ne se sentent pas compétents sur le sujet : les élus étant là pour prendre les décisions à leur place. De fait, ce sont souvent les mêmes personnes qui s'investissent dans ces

⁷ Rey-Valette H., Pinto M., Maurel P., Chia E., Guihéneuf P.-Y., Michel L., Nougarede B., Soulard C., Jarrige F., Guillemot S., Cunnac M., Mathé S., Barbe E., Ollagnon M., Delorme G., Prouhèze N., Laurent A., Suita L.A., Bertrand J., Dieudonné C., Morvan R., Champrigaud A., 2011. *Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires*, © Cemagref, CNRS, Geyser, Inra, Supagro, Université Montpellier 1. Diffusion INRA-Montpellier, 155 pages.

⁸ Territoires, la revue de la démocratie locale, janvier 2003, *Intercommunalités et démocratie locale, Dédale et le citoyen*, N°434, cahier 2, Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale

Le territoire des Monts du Lyonnais, à cheval sur les départements du Rhône et de la Loire, à mi-

Roanne



Source : SIMOLY

Le territoire est réputé pour sa qualité de vie, ses paysages ruraux entretenus par l'activité agricole, et une vie locale dynamique (dynamisme économique, associatif et socio-culturel). Toutefois les enjeux autour de la transition énergétique sont grands dans les Monts du Lyonnais. Territoire rural voire périurbain, attractif, les Monts du Lyonnais subissent l'influence des agglomérations voisines et voient leur population augmenter, les villages se densifier, les déplacements vers l'extérieur s'accroître, les terres se raréfier.

- Un territoire sous l'influence des dynamiques démographiques métropolitaines : une périurbanisation croissante

Les Monts du Lyonnais connaissent une périurbanisation croissante, qui s'est intensifiée depuis 10 ans. Depuis 2000, plus d'un logement sur 3 est acheté par des personnes originaires du Grand Lyon ou de l'Ouest Lyonnais, contre 4 logements sur 10 achetés par des habitants originaires des Monts du Lyonnais.⁹ Sa relative proximité avec les agglomérations stéphanoise mais surtout lyonnaise attire en effet les urbains en quête d'un cadre de vie plus rural, de nature et d'espace. L'attractivité du territoire s'explique également par le dynamisme économique et associatif, où l'on peut retrouver une certaine solidarité entre habitants. Le territoire a donc vu sa population augmenter depuis la deuxième moitié des années 1970, et de manière accélérée au cours de la dernière décennie : en 2009 les Monts du Lyonnais comptaient 38 200 habitants, contre 33 500 dix ans plus tôt.¹⁰

La hausse du nombre « d'urbains » vivant sur le territoire a pour première conséquence le développement des échanges domiciles-travail en lien avec l'agglomération lyonnaise et l'Ouest Lyonnais : en 2007, on comptabilisait 2000 déplacements journaliers de plus qu'en 1999.⁹ Le trafic routier a donc augmenté, notamment sur les voies d'accès principales aux agglomérations voisines, ce qui contribue à l'engorgement des réseaux, notamment dans les territoires voisins. Le réseau routier peu adaptable du fait des contraintes physiques, rendant les routes souvent étroites et sinueuses n'a pas freiné cette hausse du trafic. La seconde conséquence de l'arrivée de population supplémentaire est la croissance des actifs qui est supérieure à celle des emplois proposés par le territoire, menaçant la dimension « territoire de vie et d'emplois ».

- Une forte dépendance des ménages à la voiture individuelle

La population reste toujours très dépendante de la voiture individuelle pour effectuer ses déplacements, et cela est particulièrement vérifié pour les déplacements domicile-travail vers l'extérieur du territoire. Malgré le développement du covoiturage, de l'auto-stop et de lignes de bus qui offrent quelques alternatives, les automobilistes restent très majoritaires pour des raisons de praticité mais aussi d'habitudes. D'autres explications existent à cela, tout d'abord par le fait que le territoire est desservi uniquement par le réseau routier (il n'y a pas de lignes ferroviaires) car le territoire de type rural et montagnard est contraignant pour les transports collectifs, même si des opportunités de développement existent. Ensuite, la dispersion d'habitats contraint bien souvent les

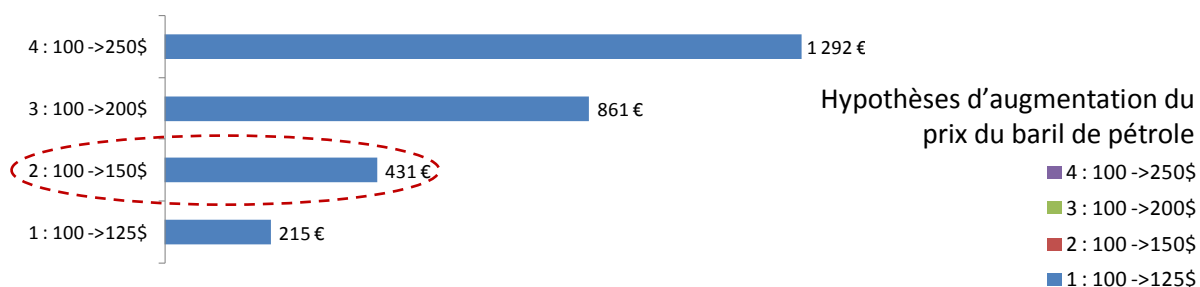
⁹ Syndicat Mixte du Scot des Monts du Lyonnais, 2012, *Schéma de cohérence territorial des Monts du Lyonnais, Diagnostic*

¹⁰ INSEE : <http://www.insee.fr>

individus à utiliser leur véhicule personnel pour être mobile. En 2007, dans les Monts du Lyonnais, 90% des ménages possédaient un véhicule et 45% en possédaient plusieurs.⁹

Ce niveau de motorisation des ménages renforcé impacte de manière évidente le budget des habitants du territoire et augmente leur vulnérabilité aux crises énergétiques. Le diagnostic réalisé par le bureau d'études H3C Energie montre qu'en cas de hausse du prix du baril de 100 à 150 dollars (stade qui a déjà été atteint en 2008), le surcoût annuel pour un ménage comprenant deux personnes actives serait de 431 €. ¹¹

**Figure 2 : Estimation hypothétique du surcoût lié à la hausse des hydrocarbures, en €
Sur le budget annuel « déplacements domicile-travail » (foyer de 2 personnes actives)**



Source : Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais, par H3C Energies

En sachant que les scénarios 3 et 4 montrés sur ce graphique sont encore plus pessimistes sur la hausse du prix des hydrocarbures et donc du surcoût engendré mais restent relativement plausibles du fait de la rareté progressive des ressources. A l'heure actuelle, on estime que les 2/3 des personnes effectuant des déplacements domicile-travail à l'extérieur du territoire consacrent un budget mensuel supérieur à 100 euros pour leurs trajets.¹² Ceci représente bien entendu un poids dans le budget des ménages et des acteurs économiques du territoire, en particulier les entreprises locales.

- Un habitat dispersé et ancien

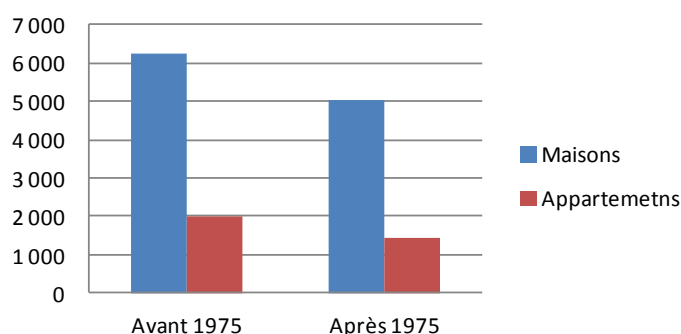
Caractéristique typique des territoires ruraux, la maison individuelle domine dans les Monts du Lyonnais. Elles représentent ainsi 8 logements sur 10 sur l'ensemble du territoire.⁹ Cette urbanisation diffuse est consommatrice de foncier agricole. L'habitat dispersé influence les émissions de gaz à effet de serre du territoire. Les logements du territoire ont également pour caractéristique d'être relativement anciens. Comme l'indique ce schéma, sur les 14 000 logements des Monts du Lyonnais, environ 8000 d'entre eux datent d'avant 1975, en sachant que la première réglementation thermique date de 1974.

⁹ Syndicat Mixte du Scot des Monts du Lyonnais, 2012, *Schéma de cohérence territorial des Monts du Lyonnais, Diagnostic*

¹¹ SIMOLY, H3C Energie, 2013, *Comité de pilotage Monts du Lyonnais à énergie positive, 9 décembre 2013, Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais réalisés par H3C Energies*

¹² Vidal Y., 2013, *Enquête sur la mobilité dans les Monts du Lyonnais, rapport de fin d'étude, IUT2 Grenoble, 75 pages.*

Figure 3 : Etat du parc de logements des Monts du Lyonnais



Source : Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais, par H3C Energies

Une grande partie du parc possède donc à priori des performances énergétiques très faibles : on estime que les logements datant d'avant 1975 sont deux fois plus énergivores. Les hydrocarbures représentent une part importante dans le chauffage comme on peut le voir sur les graphiques ci-dessous, mais aussi dans le budget des ménages.

Figure 4 : Consommations énergétiques du secteur résidentiel par type

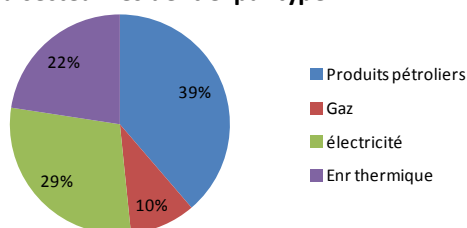
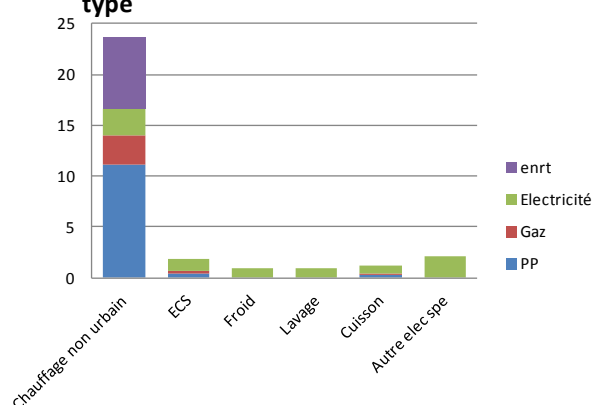


Figure 5 : Consommations énergétiques du secteur résidentiel par usage et par type



Source : Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais, par H3C Energies

- Un territoire très dépendant des énergies fossiles

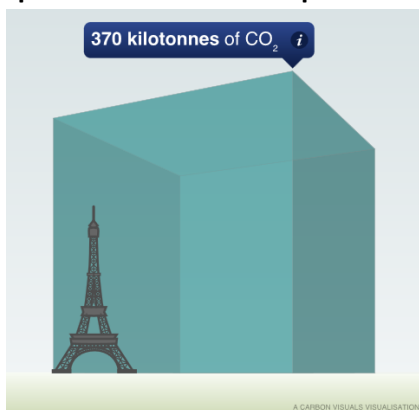
Les énergies utilisées sur le territoire restent en très grande majorité des énergies fossiles, et donc non renouvelables. Le taux d'indépendance énergétique du territoire est actuellement de 2%. La production provient essentiellement de la biomasse bois, puis également d'un peu d'énergie solaire photovoltaïque et de solaire thermique. Il faut toutefois noter que ces énergies produites localement tendent à se développer. Pour le reste, le territoire consomme d'abord des produits pétroliers à hauteur de 44%, puis de l'électricité pour 32% et du gaz pour 14%. Les énergies renouvelables thermiques représentent tout de même 10% de la consommation finale, ce qui est supérieur à la moyenne régionale (environ de 7%).¹³ On peut donc noter que malgré une très forte dépendance aux hydrocarbures notamment pour le chauffage, le territoire présente quelques signes prometteurs

¹³ SIMOLY, H3C Energie, 2013, Comité de pilotage Monts du Lyonnais à énergie positive, 9 décembre 2013, Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais réalisés par H3C Energies

pour le développement des énergies renouvelables. Cette dynamique est à encourager d'autant plus quand on se penche sur les chiffres colossaux présentés dans le diagnostic énergétique du territoire : en 2010 les Monts du Lyonnais ont consommé 81 ktep (kilo tonne d'équivalent pétrole) d'énergie finale, soit l'équivalent de 2,2 pétroliers ERIKA ou encore de 38 000 tours de la terre en voiture !

Si l'on se penche plus précisément sur les sources du territoire émettrices de gaz à effet de serre, on s'aperçoit que 66% des émissions ne sont pas d'origine énergétique. Cela s'explique principalement par l'agriculture, avec l'émission provenant des élevages de bovins. Les Monts du Lyonnais possèdent en effet un véritable cœur laitier, avec 57% des exploitations agricoles consacrées à l'élevage de bovins lait, représentant également 75% de la surface agricole utile. Pour les autres émissions, on retrouve les produits pétroliers à hauteur de 28%, suivi de 5% pour le gaz, de 4% pour l'électricité, et enfin de seulement 1% pour les énergies renouvelables thermiques. De manière générale, les chiffres présentés dans le diagnostic énergétique font état de près de 370 kteq de CO₂ émis en 2010 par les Monts du Lyonnais, soit l'équivalent de 63 000 immeubles de 5 étages remplis de CO₂ gazeux !

Figure 6 : 370 ktep de CO₂ émis en 2010 par les Monts du Lyonnais

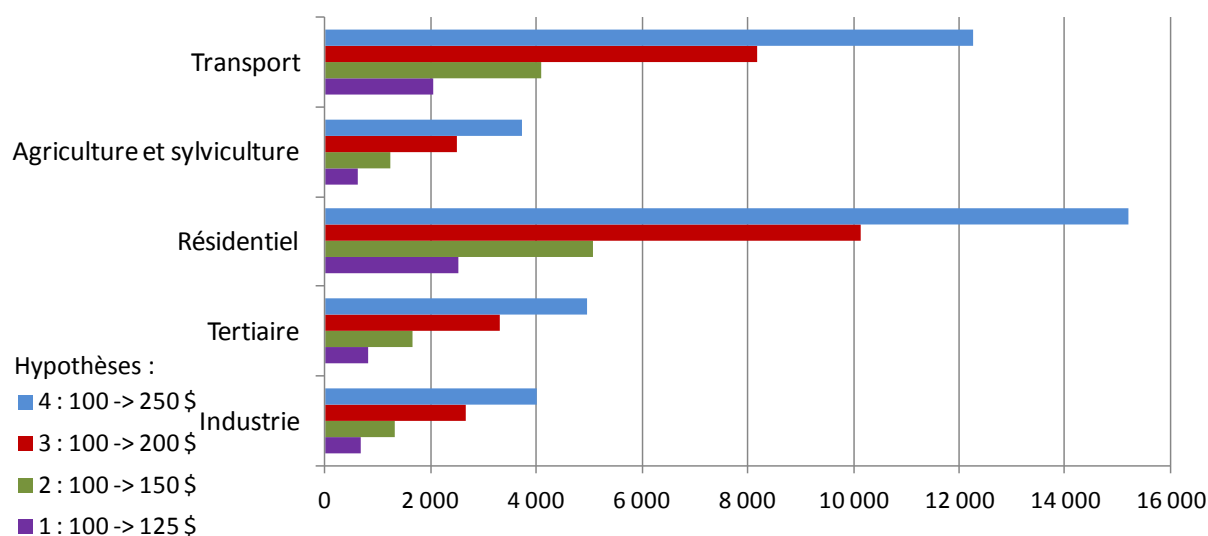


Source : Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais, par H3C Energies

1.2. Enjeux

Ainsi le territoire des Monts du Lyonnais reste relativement exposé à divers risques. La forte dépendance du territoire aux énergies fossiles le fragilise fortement dans un contexte où celles-ci sont appelées à se raréfier et donc à voir leurs prix exploser. On estime en effet qu'en cas de hausse du prix du baril au litre de 100 à 150 dollars (stade qui a déjà été atteint en 2008), le surcoût annuel pour une personne habitant dans un logement datant d'avant 1975 et utilisant sa voiture pour se rendre au travail serait de près de 2200 euros. Mais ces augmentations du prix de l'énergie ont aussi un coût pour le territoire, tout secteur confondu. Si l'on regarde le schéma ci-dessous, et si l'on additionne le surcoût engendré sur l'ensemble de ces secteurs, en prenant l'hypothèse 2 où le coût des hydrocarbures augmenteraient de 100 à 150 dollars le litre, on obtient un surcoût total annuel pour l'économie du territoire d'environ 13 400 000 euros !

Figure 7 : Estimation hypothétique du surcoût budgétaire lié à la hausse du prix des hydrocarbures, en k€



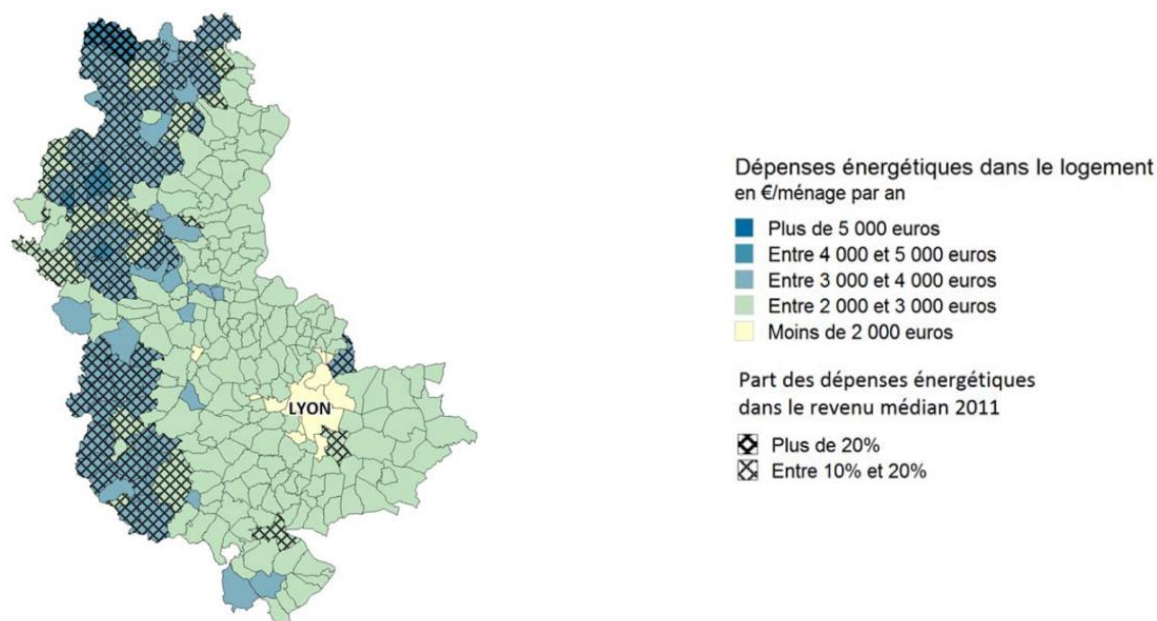
Source : Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais, par H3C Energies

La forte dépendance à la voiture individuelle ainsi que le nombre important de logements anciens rendent les habitants encore plus vulnérables à la hausse du coût de l'énergie. Sans compter sur le fait que les émissions de gaz à effet de serre émises vont accélérer le changement climatique. La nature sera plus capricieuse et exposera ainsi davantage le territoire aux catastrophes naturelles qu'il ne l'est actuellement.

Face à ce constat, les enjeux sont grands. Les collectivités ont un véritable rôle à jouer pour lancer une dynamique territoriale avec les acteurs du territoire permettant d'amorcer la transition énergétique. Car c'est bien l'indépendance énergétique qui permettra entre autre de prévenir ces risques, en limitant les surcoûts provoqués par les énergies fossiles et en limitant la pollution qu'elles génèrent. De plus, la transition énergétique implique un triptyque thématique : social, économie et environnement. Au-delà de l'aspect environnemental que l'on a déjà longuement évoqué, la production et la gestion des énergies renouvelables locales créent de l'emploi et dynamisent le territoire, ce qui contribue à renforcer l'activité économique du territoire et va également avoir un impact social.

Ce travail sur la transition énergétique amène à se pencher également sur la question de la précarité énergétique. Cette carte réalisée pour le PCET du Département du Rhône, montre une simulation de l'impact de l'évolution du coût des énergies sur les dépenses d'énergie dans le logement sur l'ensemble du Département. On y voit bien que le budget consacré à l'énergie est énorme dans les Monts du Lyonnais, avec des dépenses énergétiques représentant 10 à 20% du revenu médian en 2011. Ils font partie des territoires les plus exposés à la précarité énergétique sur l'ensemble du département du Rhône.

Carte 2 : Dépenses énergétiques dans le logement en euros par ménage par an dans le département du Rhône



Source : diagnostic PCET département du Rhône

On retient de tout cela que la réussite de la transition énergétique nécessite de gros efforts de la part du territoire pour parvenir à changer durablement les habitudes de consommation et à produire localement les énergies dont il a besoin. Afin d’instaurer une telle dynamique, la collectivité doit se doter d’objectifs stratégiques ambitieux, desquels doivent découler un plan d’action très détaillé dans le temps et dans son application, de manière à ce que des actions puissent être réalisées très concrètement.

1.3. L’engagement du territoire : objectif TEPOS

« Le temps est écoulé : si les Etats accordent encore quelque importance à l’objectif de limiter la hausse moyenne des températures mondiales à 2°C d’ici la fin du siècle, ils doivent agir dès maintenant en déployant des politiques d’une envergure sans commune mesure avec les initiatives prises jusqu’à présent. » Un article du Monde¹⁴ résume ici l’un des principaux messages du dernier rapport du GIEC datant du 13 avril 2014.

S’il est clair que les Etats ont un véritable rôle à jouer sur cette problématique en mettant en place tout une série de mesures et de politique, c’est bien au niveau local et donc à chaque territoire de prendre les choses à bras le corps et d’instaurer une dynamique de transition énergétique. C’est ce que les élus du territoire des Monts du Lyonnais ont bien compris. En effet, depuis 2012, le territoire

¹⁴ Caramel L., 13/04/2014, *Réchauffement, une révolution économique est nécessaire*, Le Monde.fr, Disponible sur : http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/04/13/une-revolution-economique-est-necessaire-pour-limiter-le-rechauffement_4400450_3244.html

a choisi de se doter d'un outil ambitieux, le Plan Climat Energie Territorial, permettant d'établir une stratégie et un programme d'actions. De plus, les Monts du Lyonnais font partis depuis 2013 des territoires lauréats de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) TEPOS (Territoire à Energie Positive) lancée par l'ADEME et la Région Rhône-Alpes.

1.3.1. Le SIMOLY, porteur du projet de territoire

L'ingénierie territoriale à l'échelle de l'ensemble du territoire des Monts du Lyonnais s'est organisée à travers le SIMOLY, qui rassemble et coordonne les trois communautés de communes du territoire. C'est à cette échelle-là que le **projet de territoire** a été réfléchi et construit, et ce, dans un souci d'apporter plus de cohérence aux stratégies de développement des trois territoires et de réfléchir d'une seule voix pour apporter autant que possible des réponses communes aux problématiques posées. Le SIMOLY est la structure porteuse de ce projet de territoire.

Pour pouvoir l'appliquer, elle dispose de plusieurs outils : le **programme européen LEADER** et le **Contrat de Développement Durable Rhône Alpes (CDDRA)** pour lequel une Charte de territoire a été réalisée, puis revue récemment, qui définit la stratégie de territoire à adopter. 2014 est une année charnière pour ces deux dispositifs puisque tous deux se sont terminés en 2013 et le SIMOLY a dû d'une part reconduire son CDDRA et d'autre part candidater pour l'automne 2014 à la nouvelle programmation LEADER 2014-2020. Ces deux dispositifs permettent de débloquent des fonds de la part de la Région et de l'Europe pour financer des actions en lien avec la stratégie de territoire.

1.3.2. Le projet de territoire des Monts du Lyonnais

Le SIMOLY a élaboré une Charte de territoire, dans le cadre du CDDRA, qui définit les grandes orientations du projet de territoire. La priorité de cette charte est le « Maintien de ses caractéristiques de territoire de vie et d'emploi », et comprend deux axes principaux, dont un transversal s'intitulant « **Ménager le capital environnemental des Monts du Lyonnais et répondre au défi énergétique et au changement climatique** ». Ainsi le défi énergétique et climatique représente un enjeu prioritaire pour le territoire des Monts du Lyonnais. La volonté des élus était donc d'approfondir les réflexions sur cette thématique pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique afin de mettre en cohérence la diversité d'actions en cours à l'échelle du territoire. C'est pourquoi en 2012 le SIMOLY a décidé d'adopter un Plan Climat Energie Territorial (PCET).

Souhaitant mettre en place une politique ambitieuse et faire naître une démarche territoriale exemplaire en termes de transition énergétique, les élus du territoire ont par la suite décidé de viser, via la démarche PCET, l'objectif de devenir un **Territoire à Energie Positive à horizon 2050**. Le SIMOLY a ainsi répondu à l'Appel à Manifestation d'intérêt « Territoire à Energie Positive », porté par la Région Rhône Alpes et en partenariat avec l'ADEME, pour s'inscrire dans la dynamique régionale. Le dispositif TEPOS a pour but de réduire les besoins énergétiques du territoire au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, et de n'utiliser que des énergies renouvelables produites

localement. L'objectif est atteint quand le territoire produira localement au moins autant d'énergie qu'il en consomme. TEPOS est un moyen de répondre à l'objectif « facteur 4 », validé par le Grenelle de l'Environnement en 2007 visant à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

A travers cette démarche TEPOS, le SIMOLY souhaite d'une part que les acteurs du territoire se réapproprient les questions énergétiques, et d'autre part que le territoire mette en place des actions concrètes de production d'énergies renouvelables et de réduction des consommations d'énergie de manière à répondre à l'ambition fixée par les élus. L'idée est de devenir un territoire exemplaire, pouvant inciter d'autres territoires à faire de même, et pourquoi pas interpellier les pouvoirs centraux comme l'Etat ou l'Europe pour la mise en place de mesures favorables à la transition énergétique.

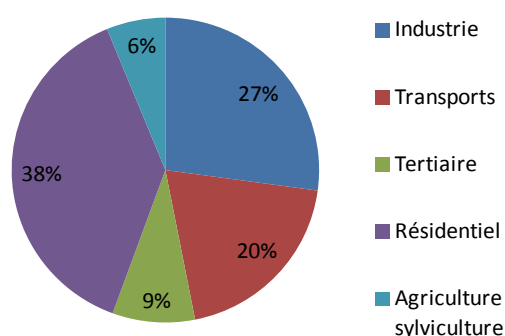
La candidature du SIMOLY au projet TEPOS a été validée courant 2013 par l'ADEME. Cela a permis au SIMOLY de bénéficier d'une aide pour financer une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) confiée au bureau d'études H3C Energie. Celui-ci a ainsi réalisé en 2013 le diagnostic énergie-climat du territoire (état de la consommation et de la production, émissions de GES, potentiels de développement des énergies renouvelables, maîtrise de la demande d'énergie, etc) et aidé les acteurs du territoire à élaborer une stratégie à horizon 2050. Cela permettra d'orienter un premier plan d'actions s'étalant sur cinq ans qui devra être construit pour la période 2015-2020.

1.3.3. Les acteurs concernés et à mobiliser pour atteindre l'objectif TEPOS

Il existe sur le territoire des Monts du Lyonnais une multitude d'actions liées à la transition énergétique entreprises par divers acteurs sur le territoire (associations, entreprises, établissements publics, etc). Toutefois, elles ne s'inscrivent pas dans une politique climatique et énergétique clairement définie. C'est pourquoi le projet de territoire a pour objectif la **mise en cohérence et le renforcement de ces différentes actions dans le cadre d'une politique énergétique et climatique locale partagée**. Le territoire des Monts du Lyonnais bénéficie ainsi d'un contexte favorable pour mobiliser tous les acteurs et initier la transition énergétique. Se pose maintenant la question du dialogue territorial auprès des acteurs du territoire au sens large, afin d'élaborer le programme d'actions dans le cadre du PCET et plus particulièrement du projet TEPOS. Dans le cas de la transition énergétique, c'est bien tous les acteurs qui sont concernés.

Comme le montre le graphique ci-dessous, tous les acteurs sont impliqués dans la consommation d'énergie. Les deux principales causes de cette consommation sont d'abord résidentielles puis liées à l'industrie. Toutefois les transports, le secteur tertiaire et l'agriculture n'en restent pas moins des secteurs consommant beaucoup d'énergie. D'où la nécessité de sensibiliser et mobiliser tous les acteurs du territoire afin de réussir cette transition énergétique.

Figure 8 : Répartition des consommations d'énergie dans les Monts du Lyonnais



Source : Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais, par H3C Energies

Ainsi pour définir les acteurs à prendre en compte et à impliquer dans cette démarche de transition énergétique il est nécessaire de se pencher sur toutes les catégories d'acteurs liées au territoire : politiques, institutionnelles, économiques, associatifs, habitants. Dressons pour chacune d'entre elles la liste des principaux acteurs du territoire à mobiliser, en notant que si celle-ci n'est pas exhaustive.

- Les acteurs politiques

On observe ainsi tout d'abord les acteurs politiques qui ont pour rôle de représenter la population et de prendre les décisions. A travers des choix politiques et en adoptant notamment un PCET, ce sont eux qui peuvent insuffler une dynamique territoriale pour lancer la transition énergétique ou la renforcer lorsque cette dynamique est déjà lancée. C'est un peu le cas ici, puisque comme on vient de le mentionner, il existe sur le territoire diverses actions entreprises localement et les élus peuvent rebondir sur ce mouvement naissant pour le cadrer et surtout l'amplifier. C'est ce qu'ils ont choisi de faire pour le territoire des Monts du Lyonnais. On assiste en effet à une véritable volonté politique pour orienter et porter le territoire vers ces questions de développement durable. Il s'agit bien évidemment des élus du territoire, c'est-à-dire ceux du SIMOLY, structure porteuse du PCET, mais également de toutes les autres collectivités adhérentes au PCET, c'est-à-dire les communes et les trois intercommunalités. L'implication des communautés de communes est essentielle pour la pérennité du projet et la déclinaison du projet territorial au niveau de chacune d'entre elles. Parmi les collectivités partenaires on trouve la Région qui a lancé l'appel à projet TEPOS et qui a tout intérêt à ce que certains de ses territoires soient reconnus exemplaires en matière d'énergie. Cette dernière représente d'ailleurs un financeur non négligeable pour mettre en place le dispositif. On trouve également les territoires voisins en tant que partenaires comme l'Ouest Lyonnais ou encore le Beaujolais Vert, aussi lauréat de l'appel à projet TEPOS et avec qui le SIMOLY entretient des relations privilégiées. Il ne faut pas oublier non plus l'Etat et ses services déconcentrés comme les Directions Départementales du Rhône et de la Loire. A noter pour finir, qu'il a fallu coordonner le PCET des Monts du Lyonnais avec ceux des Conseils Généraux de la Loire et du Rhône, qui portent en effet leur propre PCET.

- Les acteurs institutionnels

Les acteurs institutionnels, organismes ou agences sont nombreux dans le cadre de la mise en place d'un PCET. Parmi eux, citons en premier lieu les acteurs de l'énergie, avec notamment les Espaces Info Energie, ici Héliose pour le département de la Loire et Hespul pour le Rhône. Ils permettent de faire le lien entre la population et le SIMOLY sur les thématiques de l'énergie. C'est pourquoi le SIMOLY compte s'appuyer sur eux pour sa stratégie de communication et de sensibilisation auprès du grand public. Comme autre acteur on trouve les Syndicats d'Energie du Rhône et de la Loire, SIEL pour la Loire et SYDER pour le Rhône, qui représentent des acteurs moteurs sur la thématique des économies d'énergie et sur le développement des énergies renouvelables. Quant à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat du Département de la Loire (ALEC 42), elle accompagne le SIMOLY dans son PCET et lui fait bénéficier de son expertise, notamment en participant aux comités énergies du SIMOLY.

Parmi les autres acteurs institutionnels on retrouve bien évidemment l'ADEME qui cofinance l'AMI avec la Région Rhône-Alpes, et qui joue un rôle clé dans l'animation du réseau TEPOS. Un appui technique important est apporté au SIMOLY. Elle accompagne d'ailleurs le SIMOLY sur une diversité de projets : méthanisation, Conseil en Energie Climat Partagé, gestion des déchets, écomobilité, etc. De plus, l'ADEME est un moyen d'avoir accès aux appels à projets, comme celui de la plateforme de rénovation de l'habitat auquel candidate le SIMOLY en partenariat avec le Parc Eco Habitat. A noter également qu'elle constitue un véritable centre de ressources bibliographiques pour le territoire. Pour les autres acteurs institutionnels, on trouve les CAUE (Conseils d'Architecture, Urbanisme et Environnement), qui sont notamment associés au Parc Eco Habitat, les bailleurs sociaux, ou encore le SCOT des Monts du Lyonnais, partenaire du PCET. En effet, la question de l'urbanisme est une dimension incontournable à prendre en compte dans une démarche de transition énergétique, car comme on l'a vu, l'habitat dispersé et l'étalement urbain influe sur les émissions de GES et les consommations d'énergie. C'est pourquoi le SCOT des Monts du Lyonnais est étroitement associé aux réflexions dans le cadre du projet TEPOS. Pour finir avec les acteurs institutionnels, citons Rhônealpeénergie-environnement, qui est un partenaire important du SIMOLY concernant l'accompagnement du territoire pour faire émerger une filière de méthanisation.

- Les acteurs de l'économie

Les acteurs économiques rassemblent quant à eux tout d'abord les artisans et commerçants du territoire. Pour eux, l'enjeu de la transition énergétique est important : nous l'avons vu, la hausse du prix de l'énergie et notamment du pétrole risque d'impacter significativement les finances et donc potentiellement l'activité de ces acteurs. Les unions d'artisans et de commerçants du territoire sont réunis pour une grande partie d'entre eux au sein de la Fédération OSER. Celle-ci représente alors un interlocuteur important pour mobiliser les artisans et commerçants adhérents dans la démarche TEPOS. Quant aux autres entreprises, elles aussi sont confrontées aux mêmes problématiques de hausse du prix de l'énergie et contribuent par ailleurs davantage aux émissions de GES, particulièrement pour le secteur industriel. Les enjeux ici aussi sont donc importants pour réduire cette tendance et limiter les impacts négatifs. Le Club d'Entreprise des Monts du Lyonnais est ici le partenaire clé pour sensibiliser et mobiliser les entreprises, de même que le Groupement d'Employeurs du Lyonnais et du Forez. Les artisans et entreprises du bâtiment ont un rôle clé pour

mettre en œuvre la transition énergétique en adoptant les techniques de l'écoconstruction et de l'écორénovation pour qu'ils puissent les mettre en œuvre sur les bâtiments du territoire. Il est d'ailleurs important que ces acteurs soient bien en lien avec le Parc Eco-Habitat, car celui-ci sert de relais entre eux et les personnes souhaitant rénover ou construire un bâtiment selon les critères de basse consommation énergétique. Au-delà du stricte secteur du bâtiment, le secteur des énergies renouvelables de manière plus générale possède un fort potentiel de développement sur le territoire. Outre l'augmentation probable d'installations d'énergies renouvelables sur le territoire que cela va générer, ce domaine est appelé à prospérer économiquement, permettant alors de renforcer l'économie locale. Il est alors tout à l'avantage des artisans et entreprises de ne pas négliger ces filières. Il faut souligner pour terminer avec les acteurs économiques principaux, l'importance des partenariats avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat qui permet de déboucher sur plusieurs actions et de la Chambre du Commerce et d'Industrie.

Bien évidemment la liste des acteurs économiques est bien plus longue, puisqu'on devrait y rajouter notamment les promoteurs immobiliers, les architectes et urbanistes, les gestionnaires du patrimoine, des lieux dédiés à la culture, au sport, aux loisirs, mais aussi les entreprises productrices et fournisseuses d'énergies : EDF, GDF, et même la coopérative Enercoop, qui même si elle a déjà les deux pieds dans la transition énergétique ne doit pas être écartée des réflexions. Tous ces acteurs sont à inclure dans la démarche de transition énergétique, jouant un rôle crucial pour amorcer le mouvement.

Un acteur important parapublic qu'il est primordial de citer est le **Parc Eco-Habitat**, situé à St-Symphorien-sur-Coise. Il a pour mission de former des professionnels du bâtiment à l'écoconstruction, de conseiller les particuliers, de sensibiliser les élus. Le Parc Eco-Habitat est un partenaire privilégié du SIMOLY dans le cadre de sa politique énergétique et climatique.

- Les acteurs du monde agricole

Les acteurs du monde agricole sont directement concernés par la transition énergétique et le changement climatique, car ils risquent de voir de plus en plus d'aléas climatiques (intempéries, sécheresses, etc) impacter directement leur activité. Comme nous l'avons vu précédemment, les premières émissions de GES du territoire sont liées à l'activité agricole principalement par les élevages bovins, mais relativement peu de marges de manœuvre existent pour jouer sur ces émissions, cette activité étant essentielle tant économiquement que pour le maintien des paysages sur le territoire. L'agriculture a fait l'objet d'un « traitement » à part dans le cadre de l'élaboration du PCET. Ce secteur clé mérite en effet une réflexion bien spécifique, pour définir des actions adaptées aux exploitations et concourant à l'objectif d'un maintien d'une agriculture dynamique pour le territoire. Ainsi le diagnostic énergie-climat agricole, le scénario et l'élaboration du plan d'action est pris en charge en partenariat avec les Chambres d'agriculture du Rhône et de la Loire, via l'outil Climagri.

Il est important de souligner le montage d'un projet important et exemplaire allant dans le sens de la transition énergétique qui est celui du projet Méthamoly. Il s'agit d'un projet de méthanisation consistant donc à produire de l'énergie à partir de la matière organique. Ce projet est né de la

volonté de quatre GAEC laitiers qui se sont regroupés pour porter ce projet collectif de méthanisation. Pour plus d'informations concernant ce projet, voir l'annexe 1.

Parmi les autres acteurs importants du monde agricole se trouvent bien sûr les Chambres d'Agriculture du Rhône et de la Loire, avec qui le SIMOLY est en partenariat étroit pour mettre en œuvre sa politique agricole, mais aussi l'ARDAB (association des producteurs biologiques du Rhône et de la Loire) qui est un acteur intéressant pour initier les réflexions de fond sur les évolutions des systèmes de productions des Monts du Lyonnais, ou les ADDEAR (Associations Départementales pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural) du Rhône et de la Loire, qui portent une vision alternative du développement agricole.

- Les acteurs associatifs

Il faut citer également les acteurs associatifs, avec parmi eux le Centre Environnement et Développement Durable des Monts du Lyonnais qui a pour objectif de contribuer à orienter les Monts du Lyonnais vers un développement plus durable et porte ainsi plusieurs actions. Le CEDD a notamment créé un site internet participatif visant à faire connaître et promouvoir les initiatives durables des Monts du Lyonnais : initiativesdurables.monts-du-lyonnais.fr/. Un autre acteurs associatif important est le Centre de Coordination des Monts du Lyonnais qui a pour mission de coordonner des actions culturelles à l'échelle du territoire. Associer le CCML à la démarche TEPOS permet d'utiliser l'outil culturel dans un objectif de sensibilisation du grand public aux enjeux énergétiques et climatiques. Citons un dernier acteur associatif, l'association ETAIS (Espace et Temps pour l'Accueil, l'Initiative et la Solidarité) qui porte un Atelier Chantier d'Insertion sous la forme d'une Ressourcerie. Ce partenaire permet de développer la dimension « Economie Sociale et Solidaire » du projet, c'est pourquoi il est important de l'associer également.

- Les habitants

La dernière catégorie d'acteurs à intégrer dans la démarche PCET, qui n'est pas une des moins importante, bien au contraire, se trouve être les habitants. En effet, comme nous l'avons vu, le secteur résidentiel est l'un des secteurs sur lesquels il faut le plus travailler pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES. Il existe pour ce secteur d'importantes marges de manœuvre, via un changement de comportement afin de diminuer le besoin en énergie, mais aussi et surtout via une optimisation de l'utilisation de l'énergie (rénovation énergétique, production et utilisation d'énergies renouvelables...). D'une part, un gros travail d'information et de sensibilisation est à effectuer auprès des habitants, d'autre part il est nécessaire de les impliquer dans la construction de la démarche TEPOS, si l'on veut obtenir rapidement des changements. De plus, des aides et des moyens concrets doivent permettre aux habitants de pouvoir entreprendre des travaux dans leur logement. Outre les logements, les habitants ont aussi un rôle à jouer pour réduire l'impact énergétique lié aux transports, à la voiture individuelle notamment. Même si cela reste bien souvent une nécessité pour la population, il est possible là encore d'arriver à réduire cet usage de la voiture individuelle. Pour parvenir à mobiliser les habitants dans la démarche TEPOS, le territoire des Monts du Lyonnais dispose de plusieurs acteurs relais, telles que les diverses associations de citoyens, le conseil local de développement, les centres socioculturels, etc.

1.3.4. La gouvernance du projet TEPOS

Afin d'assurer la bonne gouvernance du projet, trois instances sont mobilisées au sein du SIMOLY : un Comité Technique, un Comité de pilotage, et un Comité Energie.

Le **Comité Technique**, tout d'abord, est en charge du suivi technique de l'AMO et prépare les COPIL. Il est composé d'agents du SIMOLY et des Communautés de Communes ainsi que de salariés de l'ALEC 42 et d'Hespul pour un appui technique. Le **Comité de pilotage**, ensuite, a pour rôle de débattre et de définir les orientations stratégiques du projet TEPOS, comme la validation du diagnostic, l'élaboration du scénario stratégique, la validation du programme d'actions, etc. Le Comité de Pilotage est composé d'élus du SIMOLY (le Président, l'élus référent à l'Energie, et trois élus du Comité Energie), d'élus des Communautés de Communes (le Président ou Vice-Président de la commission développement durable), le Président du Parc EcoHabitat, l'élus régional référent, des élus référents des PCET des Conseils Généraux, des représentants de l'ADEME, d'un représentant du Conseil Local de Développement, d'un représentant par Direction Départementale des Territoires, d'un représentant du SIEL et du SYDER, ainsi que le chargé de mission Energie du SIMOLY pour l'animation. Quant au **Comité Energie**, il joue un rôle opérationnel de mise en œuvre des orientations du projet. Il est notamment en charge de la concertation et de la diffusion de l'information. Il est garant de la pérennité du projet car il constitue l'un des comités du SIMOLY et est en charge de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie définie au démarrage du projet TEPOS. Il est composé d'élus du SIMOLY et d'acteurs associatifs.

Le schéma joint en annexe 2 résume l'organisation de la gouvernance du projet TEPOS.

L'objectif de cette gouvernance est de permettre, sur les premières années du projet, d'élaborer de manière concertée la stratégie du territoire et le programme d'actions à moyen terme pour atteindre l'objectif TEPOS à horizon 2050. De plus, la création du Comité Energie au sein du SIMOLY permet de garantir la pérennité de la démarche avec l'existence d'un organe en charge de mettre en œuvre le programme d'actions et assurant le suivi et l'évaluation de ses impacts.

1.4.5. Le scénario TEPOS

A la suite du diagnostic réalisé par l'AMO H3C Energie, un scénario a été élaboré par deux groupes de travail lors du troisième Comité de Pilotage. Le bureau d'études a ensuite fait la synthèse des deux scénarios proposés par les groupes en reprenant les points convergents et en ajustant les efforts à fournir en matière de Maîtrise de la Demande d'Energie et de développement des énergies renouvelables afin d'aboutir à l'indépendance énergétique du territoire en 2050. Ce scénario élaboré présente ainsi les objectifs à atteindre, mais n'évoque pas encore les moyens à mobiliser, puisque ceux-ci sont discutés et choisis lors de la prochaine phase de travail via les ateliers de concertations qui auront lieu à l'automne 2014.

Le résumé du scénario rédigé par le bureau d'études H3C Energie est disponible en annexe 3. Ce que l'on peut en retenir, c'est qu'à travers ce scénario l'indépendance énergétique est atteinte en fin de période, c'est-à-dire entre 2047-2050. Il distingue les objectifs en terme de Maitrise de Demande

d'Energie, ce qui revient à diminuer les besoins énergétiques, et les objectifs de développement des énergies renouvelables. Tous les secteurs sont concernés par ces objectifs : l'industrie, les transports, le résidentiel, le tertiaire. L'agriculture est traitée à part, l'étude sur ce secteur étant portée par la Chambre d'Agriculture du Rhône. Ainsi, on voit bien que tous les acteurs sont effectivement concernés par la démarche TEPOS et qu'il est donc essentiel de mettre en place des dispositifs permettant de les impliquer dans la construction du projet TEPOS.

2. MISSIONS CONFIEES

Deux missions principales m'ont été confiées pour mon stage au SIMOLY, toutes deux dans le but de répondre justement à cet objectif d'implication des différents acteurs de la transition énergétique. La première, plus opérationnelle, concerne l'aide à l'organisation d'un forum sur le volet énergie. La seconde, plus stratégique, consiste à préparer la phase de concertation pour préparer le plan d'actions dans le cadre du projet TEPOS des Monts du Lyonnais. Cela m'a amené toutefois, à me pencher de manière plus générale sur la stratégie de dialogue territorial à mettre en place, en prenant en compte aussi bien la phase de communication, de consultation, de co-construction que de co-pilotage.

La phase d'élaboration du plan d'actions est un moment clé car elle constitue généralement un temps important d'association des acteurs concernés. Il est vivement recommandé pour la réussite du projet de prévoir tout au long de la démarche des temps de sensibilisation et d'information auprès du public. Le SIMOLY a choisi dans ce but-là de mettre en place une journée forum à destination des habitants du territoire, des élus mais aussi des acteurs socio-économiques.

Avant d'explicitier un peu plus en détail le contenu et le travail réalisé pour ces deux missions, il est nécessaire de présenter de manière plus précise l'organisation et le fonctionnement du syndicat mixte qu'est le SIMOLY.

2.1 Le SIMOLY : ses fonctions et son organisation

Le Syndicat Intercommunautaire des Monts du Lyonnais (SIMOLY), se situe à Pomeys (69). Créé en 1979, le syndicat mixte joue le rôle de coordinateur entre trois communautés de communes : deux implantées dans le département du Rhône et une dans la Loire. Le SIMOLY s'est créé autour de la compétence traitement des déchets ménagers. Puis ses compétences se sont élargies pour au final porter et mettre en œuvre la stratégie de développement via le CDDRA et les procédures contractuelles de développement local que sont le programme LEADER et l'OCM (Opération pour renforcer, moderniser et développer le commerce et l'artisanat). Le SIMOLY porte le projet de territoire des Monts du Lyonnais.

L'équipe est composée de 16 agents, répartis entre le pôle administratif (gestion des finances, communication, ressources humaines...), le pôle gestion et traitement des déchets (qui comprend notamment une ambassadrice du tri faisant de la sensibilisation auprès des scolaires), le pôle « développement local » qui comprend les thématiques de développement abordées sur l'ensemble du territoire (agriculture/énergie, économie, transports...) mais aussi les postes d'animation abordant les thématiques transversales via le programme LEADER et le CDDRA. Le SIMOLY comprend également plusieurs instances partenaires comme le conseil local de développement (CLD), la Fédération OSER (qui regroupe les artisans et commerçants du territoire), la gestion des propriétés foncières ou encore le SCOT. A noter que ce dernier ne fait pas partie du SIMOLY en tant que tel mais du syndicat « SCOT des Monts du Lyonnais » car le SCOT comprend une commune de moins (Chazelles-sur-Lyon) que le territoire du SIMOLY.

L'organe décisionnel du SIMOLY est le Comité Syndical, composé de 45 élus issus des différentes communes du territoire. Les décisions à soumettre au Comité Syndical sont débattues au sein du Bureau, dont sont membres le Président ainsi que 11 vices présidents. Chaque vice-président est en charge d'un comité thématique : Agriculture, Transports, Energie, Economie, Finance, etc.

2.2. Préparation du forum sur le volet Energie

2.2.1. Pourquoi organiser un forum et le « Mois des Monts » ?

Le SIMOLY organise le samedi 14 juin prochain une journée forum, à destination du grand public. Le but principal de cet évènement est de faire connaître aux habitants des Monts du Lyonnais, aux acteurs socioprofessionnels ainsi qu'à la nouvelle équipe d'élus, le projet de territoire, porté par le SIMOLY. Cette période correspond en effet à une date cruciale où plusieurs changements ont lieu en même temps ou presque : la mise en place d'un nouveau CDDRA qui a amené à réactualiser le projet de territoire, l'établissement d'un PCET avec l'objectif TEPOS, la candidature à un nouveau programme LEADER, et la mise en place d'une nouvelle équipe d'élus, tant au sein du SIMOLY que dans les communes et communautés de communes.

Le CDDRA 2014-2020 comprend deux axes principaux : l'un portant sur l'économie de proximité, l'autre sur la transition énergétique. L'idée est de réunir ces deux approches complémentaires pour instaurer un modèle développement permettant de renforcer le tissu local d'activités existantes, et de développer de nouvelles activités de manière à répondre aux besoins, le tout dans une démarche de réduction des besoins et des impacts énergétiques. Le projet TEPOS s'inscrit bien dans cet ensemble, en prônant un développement des activités au niveau local permettant ainsi de réduire les déplacements, mais aussi en développant les activités liées aux énergies renouvelables. Les thématiques de l'économie de proximité et de transition énergétique sont ainsi très liées.

Le renouvellement de l'équipe d'élus est une bonne occasion pour le SIMOLY de faire connaître son projet de territoire revu. La concordance des calendriers avec le nouveau CDDRA et surtout l'adoption de l'objectif TEPOS a incité le SIMOLY à ouvrir cette démarche d'information à l'ensemble des acteurs concernés. C'est ainsi qu'est née l'idée de réaliser un grand évènement, à l'échelle du territoire des Monts du Lyonnais et à destination du grand public, sur les thématiques de l'économie de proximité et de la transition énergétique. Cet évènement intitulé le « **Mois des Monts** » prend la forme de plusieurs petits évènements sur une durée d'un mois, permettant soit de mettre en lumière et de pointer des actions phares portés par divers acteurs du territoire, soit d'informer et de sensibiliser à travers des sorties, visites, débats, etc. Aura lieu à titre d'exemple pour le grand public une visite du site de compostage collectif et du jardin partagé ou encore une projection débat sur l'éco-habitat et la transition énergétique ; pour les professionnels une formation Qualibois eau, et pour les élus une visite des centres de tri, de transfert et d'enfouissement des déchets ou encore une soirée de présentation du projet de territoire.

La **journée forum** du samedi 14 juin s'inscrit au sein de ce « Mois des Monts » et en constitue en quelque sorte l'évènement phare. Comme pour l'ensemble des autres évènements, les thématiques

abordées seront celles de la transition énergétique et de l'économie de proximité. Bien que ces deux thèmes soient très liés, nous nous pencherons principalement sur la thématique de transition énergétique, celle pour laquelle je suis concernée à travers ce stage.

Cette journée est particulièrement importante pour la démarche TEPOS : en effet, le diagnostic de territoire ainsi que le scénario présentant les objectifs à suivre y seront présentés au sein d'un stand spécifique. Ce sera également l'occasion de lancer la phase de mobilisation pour élaborer le plan d'action lors des ateliers de concertation de septembre prochain. L'évènement représente une étape clé dans l'élaboration du PCET, consistant à informer et sensibiliser le grand public. En effet, comme nous allons le voir, différents stands et animations sont prévus pour évoquer la transition énergétique.

2.2.2. Description de la journée forum

Ce forum se déroulera à la Chapellerie de Chazelles-sur-Lyon qui se situe dans la partie Loire des Monts du Lyonnais. Une grande salle sera mise à disposition, ainsi qu'un auditorium et une cours intérieure. Diverses animations, table-rondes et stands alimenteront cette journée.

Les stands se tiendront notamment tout au long de la journée dans la grande salle. Ils portent sur deux thématiques que sont l'économie de proximité et la transition énergétique. Concernant la transition énergétique, 5 stands seront mis en place et aborderont les sujets suivants :

- La rénovation énergétique et l'éco-construction.

Ce stand sera tenu le Parc Eco-Habitat et par les Espaces Info Energie Héliose et Hespul. L'objectif de ce stand est de montrer l'intérêt de rénover son logement ou de construire avec des techniques réduisant les besoins et gaspillages en énergie, mais aussi d'indiquer les étapes pour s'y prendre, connaître les moyens disponibles pour réaliser ses travaux, les structures à qui s'adresser, etc. Pour cela des panneaux explicatifs seront réalisés par le Parc Eco-Habitat et le SIMOLY. Une maquette de maison bioclimatique sera installée, montrant les dispositifs à mettre en place dans sa maison pour produire des énergies renouvelables et consommer moins d'énergies. En plus de cela, des éco-matériaux seront présentés sous forme d'échantillons et probablement un panneau photovoltaïque si la place le permet. Un vélo « producteur d'énergie » sera mis à disposition par Héliose afin de montrer l'effort et donc l'énergie à fournir pour allumer des ampoules.

- L'éco-consommation.

Ce stand est organisé en partie par l'Espaces Info Energie Hespul, mais sera tenu et animé par divers acteurs. Hespul dispose de modules d'exposition interactifs permettant au visiteur de mieux connaître les choix à adopter pour que sa consommation limite les impacts sur l'environnement. Une place sur le stand sera réservée à la présentation du concours des Familles à Energie Positive des Monts du Lyonnais. Les objectifs et le fonctionnement de ce défis seront présentés dans la partie 3 de ce rapport. En réservant une place sur le stand pour présenter les Familles à Energie Positive du territoire, le SIMOLY souhaite faire connaître la démarche et inciter d'autres familles à relever le défis l'année prochaine ou à adopter des éco-gestes chez eux. A l'heure où ce travail est rédigé, le contenu du stand sur ce concours n'est pas encore finalisé.

- La mobilité.

La chargée de mission Transports du SIMOLY animera ce stand, qui présentera les alternatives à la voiture individuelle pour se déplacer sur le territoire. Sur un ordinateur pourra être présenté le site de covoiturage des Monts du Lyonnais. De la documentation, des panneaux explicatifs et un kit de l'auto-stop participatif seront exposés. Une étude sur la mobilité domicile-travail dans le territoire avait été réalisée en 2013, les principaux résultats y seront présentés. Les visiteurs qui le souhaiteront pourront laisser leur avis et leurs impressions sur la mobilité dans les Monts du Lyonnais probablement via des panneaux « d'expression libre ». Il est en effet essentiel de pouvoir donner la parole aux gens sur cette thématique pour laquelle il est difficile de trouver des solutions convenables sur un territoire rural et montagneux comme celui des Monts du Lyonnais. Le SIMOLY qui dispose de 4 vélos à assistance électrique les mettra à disposition du public le jour du forum à l'extérieure du bâtiment. D'autres vélos à assistance électrique seront loués à une société du territoire afin que les visiteurs puissent les essayer. Le vélo à assistance électrique possède un véritable potentiel de développement sur territoire, mais son prix rebute souvent les intéressés. Les essayer permet de se forger définitivement un avis sur l'intérêt des vélos à assistance électrique et peuvent en convaincre certains d'investir dans ce matériel.

- La participation citoyenne aux énergies renouvelables.

Ce stand est celui qui a posé le plus d'interrogations et d'incertitudes dans sa conception, ayant mis du temps à valider les intervenants et à en définir le contenu. Il a été convenu qu'il sera tenu par Energie Partagée qui est un mouvement qui accompagne, finance et fédère les projets citoyens de production d'énergies renouvelables et de maîtrise de l'énergie. L'idée ici est de présenter des outils permettant au citoyen de s'impliquer dans des projets d'énergies renouvelables, notamment en participant à leur financement (pour plus de précisions concernant l'investissement citoyen, voir la partie 3.2.1). Les membres de la Centrale Villageoise du Pilat qui vont inaugurer en juillet un parc de panneaux photovoltaïque ont été invités pour venir participer au stand lors du forum, mais ceux-ci ne pourront être présents. De la documentation sur le concept et le projet sera en revanche disponible. Le stand sera donc tenu par un membre d'Energie Partagée, présentant la démarche de participation citoyenne dans les projets à énergies renouvelables, mais aussi par un ou plusieurs porteurs du projet Méthamoly, qui est un projet de méthanisation porté par quatre agriculteurs du territoire et ayant mis en place une démarche de financement participatif avec l'aide d'Energie Partagée. Pour plus d'informations concernant ce projet, voir l'annexe 1. La personne représentant Energie Partagée présentera également Enercoop, fournisseur d'électricité renouvelable, qui participe au projet Méthamoly.

- La présentation du diagnostic énergétique du territoire et du scénario dans le cadre du projet TEPOS

Ce stand sera tenu par le bureau d'études H3C Energie, qui a réalisé le diagnostic énergétique et aidé à l'élaboration du scénario. Pour cela, des kakémonos présentant les principaux résultats du diagnostic et les objectifs du scénario seront exposés. Un autre kakémono présentant la démarche TEPOS et les étapes de construction du projet sera également installé. Le bureau d'études se charge de réaliser ces différents kakémonos. Un film sur la vulnérabilité du territoire sera diffusé et un « mur d'expression » sera également mis en place de manière à recueillir l'opinion des visiteurs quant à la thématique transition énergétique (actions à mettre en œuvre, etc). L'objectif de ce stand est également de commencer à rassembler quelques volontaires souhaitant s'impliquer davantage dans

la construction du PCET en s'inscrivant dans les ateliers de concertation qui auront lieu à partir de septembre 2014 dans le but de construire le plan d'actions. C'est à travers ce stand que la démarche TEPOS dans laquelle s'est engagée le territoire sera plus précisément présentée et expliquée aux visiteurs. Il constitue un élément véritablement clé dans cette journée-forum, en étant un des moyens choisis par le SIMOLY pour transmettre la démarche TEPOS aux acteurs du territoire.

Ces cinq stands abordent donc de manière thématique les enjeux de la transition énergétique. D'autres stands sur l'économie de proximité et sur le traitement des déchets seront mis en place. Toutes ces thématiques étant bien évidemment très complémentaires entre elles, avec la présence par exemple de la Ressourcerie de l'association ETAIS qui est également un Atelier Chantier d'Insertion dont le but est de recycler des objets inutilisés et de les revaloriser ensuite en les transformant puis en les revendant. Cette démarche répond à la fois aux objectifs de l'économie de proximité, de traitement des déchets et de la transition énergétique.

Au cours de cette journée, d'autres animations seront mises en place. Il y aura ainsi deux temps de quizz sur la transition énergétique et l'économie de proximité, une troupe de théâtre faisant des animations et interventions tout au long de la journée, des animations pour les enfants, etc. Mais surtout, deux temps phares structureront la journée : un théâtre forum sur l'économie de proximité et une **table ronde sur la transition énergétique**. Pour cette dernière, l'objectif est de permettre un échange entre experts et le public sur cette thématique qui suscite beaucoup d'interrogations et qui bien souvent est peu ou pas comprise. Trois invités « experts » du sujet pourront alimenter le débat : l' élu référent du SIMOLY à l'énergie, le directeur d'Hespul, et une élue régionale, chef de projet CDDRA sur le territoire.

En fin de journée aura lieu une remise des prix notamment du Challenge Mobilité et des trois équipes des « Familles à Energie Positive » participant au concours sur le territoire des Monts des Monts du Lyonnais. Pour clôturer la journée un spectacle aura lieu sur un autre site.

2.2.3. Description de mon rôle

Etant arrivée tout début avril et l'évènement étant prévu pour mi-juin, le déroulé de la journée était déjà décidé avant le commencement du stage. Les stands avaient été déjà bien réfléchis et le contenu étaient pour certains bien amorcés. L'organisation pour la préparation de l'évènement se décompose de la manière suivante : la chargée de communication du SIMOLY a en charge tout l'aspect logistique et organisationnel. C'est elle qui gère la réservation de la salle, des prestataires pour les repas, la buvette, la troupe de théâtre, etc. En revanche elle délègue pour tout ce qui concerne le « contenu » sur les thématiques de l'économie de proximité et de la transition énergétique. Pour la première thématique c'est la chargée de mission à l'économie du SIMOLY qui se charge d'organiser les stands et le théâtre forum. Quant à la transition énergétique, c'est à moi de m'occuper de l'organisation et de travailler sur le fond avec les partenaires.

Le gros de mon travail consiste donc à préparer les stands. Tant sur la forme que le fond. Les thématiques abordées et les partenaires mobilisés avaient déjà été décidés pour la plupart des stands. Toutefois il reste à caler plusieurs éléments. Excepté le stand Mobilité qui est entièrement pris en charge par la chargée de mission transport (nous nous sommes tout de même concertées

pour discuter et valider ensemble le contenu), il est à ma charge de préciser et confirmer entièrement l'organisation et le contenu des autres stands. Des rendez-vous ont déjà eu lieu (téléphoniques ou en face à face) avec chacun des partenaires. Ces rencontres ont permis de discuter ensemble du contenu et de l'organisation de chaque stand. Les partenaires mobilisés, étant experts sur leur sujet, avaient déjà plusieurs idées d'éléments à transmettre ou à exposer lors du rendez-vous. Mon rôle est de veiller à ce que les choses proposées soient bien pertinentes et en accord avec les objectifs du forum mais également de veiller à ce qu'il n'y ait pas de doublon entre les différents stands. L'objectif est bien d'avoir une vision globale de l'ensemble des éléments qui seront proposés le jour J et de faire en sorte que le tout soit bien cohérent. De plus, j'ai également à charge de faire le relais sur les besoins logistiques, entre les partenaires et la chargée de mission qui s'occupe de réserver les éléments de logistique.

Un des points dans l'organisation de ces stands qui est entièrement à ma charge depuis le début car cela n'avait pas été véritablement discuté avant mon arrivée, est la partie présentation des Familles à Energie Positive sur le stand « éco-consommation ». J'ai pour mission de faire le lien à la fois entre Hespul et les familles des trois équipes, que j'ai dû contacter pour les informer de l'évènement et solliciter leur présence pour quelques une d'entre elles sur le stand. Les supports de présentation sont également à définir.

Concernant la table ronde, là encore le déroulé global et la liste des experts à inviter avaient déjà été décidés avant que j'arrive. Le choix des invités m'a semblé pertinent car si toutefois cela ne m'avait pas semblé être le cas, j'aurais pu faire d'autres propositions à mon tuteur. Je précise d'ailleurs que pour l'ensemble de mes missions, bien que beaucoup de choses soient déjà calées, mon opinion est la bienvenue pour faire des ajustements ou modifications de ce qui a déjà été convenu. Mon tuteur me pousse grandement à apporter mon « regard extérieur ». Pour les invités de la table-ronde, j'avais pour tâche de confirmer la présence de deux d'entre eux et d'inviter le troisième. Sur le déroulé de la table-ronde l'idée est de procéder d'abord à une prise de parole de chaque intervenant présent, puis de laisser la parole au public pour lui permettre de réagir et de poser des questions. Le déroulé exact sera bien évidemment à préciser. Des questions seront à préparer de notre côté, pour permettre d'alimenter le débat si le public n'a pas de questions. Ce sera très certainement mon tuteur et moi-même qui allons animer. Ce débat aura lieu dans l'auditorium, dans lequel 90 personnes peuvent prendre place dans les gradins.

Deux temps d'une demi-heure de quizz seront prévus lors de cette journée. Ce quizz traitera des deux thématiques, économie de proximité et transition énergétique. Sa construction et sa mise en œuvre le jour J est entièrement à ma charge. Je dois en effet introduire ce quizz par des questions traitant du territoire puis par des questions traitant des deux thématiques. L'idée est de poser des questions assez généralistes permettant aux participants de mieux appréhender ces notions pas toujours évidentes à cerner, mais aussi et surtout de leur donner des informations et chiffres clés et concrets sur leur territoire. L'objectif de ce quizz est d'offrir un temps ludique et convivial sur ces deux sujets, qui peut susciter des réflexions de la part des habitants ou du moins contribuer à les sensibiliser.

Pour finir sur le descriptif de mes missions concernant cet évènement, des tâches plus tournées vers la communication m'ont été confiées. Ainsi j'ai dû aider des partenaires à mettre en page des

panneaux d'information pour les stands, mais aussi rechercher des messages « accrocheurs » sur la transition énergétique à afficher dans la salle.

2.2.4. Méthodologie et moyens employés

Il est difficile de définir précisément une méthodologie employée pour organiser un tel évènement. Elle se précise en effet bien souvent au « coup par coup » et nécessite de l'organisation personnelle et de la réactivité. L'idée est de dégrossir la tâche, c'est-à-dire de partir du plus large pour aller vers le plus précis : penser dans un premier temps aux partenaires qui sembleraient intéressants d'inviter selon les thématiques et objectifs des stands, puis les contacter et convenir d'un accord de principe de leur participation à l'évènement, puis enfin se pencher sur les détails du « fond » tels que les éléments logistiques.

On peut toutefois préciser que l'organisation d'une journée comme celle-ci passe par de nombreux coups de téléphones auprès des différents partenaires, de très nombreux mails, et de quelques rencontres. En effet, pour chaque stand lorsque cela était possible, une rencontre a eu lieu avec les partenaires pour définir et convenir ensemble du contenu et de l'organisation du stand. Quant la contrainte géographique ne le permettait pas, nous procédions à un entretien téléphonique. J'ai réalisé des fiches synthétiques pour chaque stand, indiquant le sujet abordé, les intervenants, le contenu proposé et les besoins logistiques, que je complétais au fur et à mesure de l'évolution de la préparation. Ces fiches étaient principalement destinées à moi-même, afin de m'y retrouver facilement entre les différents stands, mais aussi pour garder une trace au propre, au cas où.

Dans l'aspect méthodologique entre en compte également le temps passé à la recherche, aussi bien sur le fond que sur la forme. L'organisation du forum ayant commencée avant mon arrivée, et ayant dû de ce fait récupérer le train en court de route, il m'a fallu un certain temps pour me mettre à jour et être véritablement opérationnelle. Manquant de connaissances sur le sujet de la transition énergétique et notamment sur les acteurs clés concernés, un temps important a été consacré à la lecture bibliographique de divers documents. Et ce travail continue d'ailleurs tout au long de la mission. Au delà de ces informations plus générales qui me manquaient, les recherches effectuées concernaient aussi de nouveaux partenaires à mobiliser ou des idées d'animation à mettre en place.

De manière à faire le liens entre les différents partenaires, qu'ils sachent exactement qui sont les personnes mobilisées sur les autres stands et ce qu'ils abordent précisément, une fiche récapitulant tout cela sera réalisée et distribuée peu avant l'évènement à chaque partenaire.

2.3. Préparation du dialogue territorial en vue de l'élaboration du plan d'action TEPOS

2.3.1. Les étapes à venir dans la construction du PCET

Comme expliqué précédemment, le SIMOLY a adopté en 2012 un PCET et a été lauréat en 2013 du projet TEPOS. Dans ce cadre là, une démarche de dialogue territorial est mise en place afin d'élaborer le plan d'action. Le bureau d'études H3C Energie s'est déjà chargé de réaliser le diagnostic

énergie-climat du territoire, duquel a découlé le scénario travaillé en Comité de Pilotage fixant les objectifs à suivre. La prochaine phase à aborder est celle de l'élaboration du plan d'action.

Les prochaines étapes proposées par le bureau d'études dans cette démarche de co-construction permettant d'aboutir au plan d'action du PCET se déclinent de la manière suivante :

1. Mise en place des ateliers thématiques permettant de faire émerger un certain nombre d'actions
2. La rédaction des premières fiches actions par le bureau d'études
3. La hiérarchisation et priorisation des actions
4. L'identification des porteurs d'actions lors d'un Comité Technique
5. La rédaction des fiches actions finales par le bureau d'études
6. La validation du plan d'action lors d'un Comité de Pilotage

Viennent ensuite les étapes d'adoption définitive du PCET :

7. La rédaction du PCET par le bureau d'études
8. L'élaboration d'un dispositif d'évaluation et de suivi

2.3.2. Description de mon rôle

Ma mission concerne la préparation de la phase de concertation, et plus généralement du dialogue territorial, pour l'élaboration du plan d'action. En clair, il s'agit de suivre et d'être force de proposition pour adapter les solutions proposées par le bureau d'études aux volontés du SIMOLY. En effet, il est indispensable que le SIMOLY se réapproprie les propositions faites par le bureau d'études : *« un dialogue étroit doit [...] s'établir avec ces prestataires afin que les agents des collectivités ne soient pas dépossédés d'un droit de regard sur les démarches utilisées et de la possibilité d'apprendre à partir de ces expériences »*.¹⁵ Ainsi mon rôle consiste surtout à préparer avec le bureau d'études les ateliers thématiques de concertation qui se dérouleront à partir de septembre prochain. Au-delà de ces ateliers thématiques, il m'est demandé de réfléchir à la stratégie globale de dialogue territorial à mettre en place pour atteindre l'objectif TEPOS. Cette réflexion sera abordée dans la partie 3 de ce rapport.

Le bureau d'études a fait une proposition d'ateliers thématiques. Il serait bien de les valider avant le forum du 14 juin puisque l'objectif est que lors de l'évènement toute personne volontaire et intéressée par la démarche puisse d'ores-et-déjà s'inscrire à l'un ou plusieurs des ateliers. Cela nécessite une stratégie bien établie sur le déroulé de ces ateliers : quels sont les objectifs in fine ? Quelles thématiques aborder ? Quels sont les acteurs conviés ? Faut-il impliquer les citoyens à travers chaque ateliers, ou n'en organiser qu'un seul mais qui soit uniquement destiné aux citoyens ? Comment communiquer autour de cela ? etc. Tout cela donne matière à réflexion. Ma mission est donc de réfléchir et adapter les propositions faites par le bureau d'études sur toutes ces questions-là.

¹⁵ Rey-Valette H., Pinto M., Maurel P., Chia E., Guihéneuf P.-Y., Michel L., Nougardès B., Soulard C., Jarrige F., Guillemot S., Cunnac M., Mathé S., Barbe E., Ollagnon M., Delorme G., Prouhèze N., Laurent A., Suita L.A., Bertrand J., Dieudonné C., Morvan R., Champrigaud A., 2011. Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires, © Cemagref, CNRS, Geyser, Inra, Supagro, Université Montpellier 1. Diffusion INRA-Montpellier, 155 pages.

2.3.3. Méthodologie et moyens employés

Du point de vue méthodologique, mon travail s'est divisé principalement en deux étapes : d'une part se renseigner sur la mise en place d'un PCET et sur le processus de dialogue territorial, et d'autre part se renseigner sur les éléments mis en place dans d'autres territoires.

La première étape a, en effet, consisté à lire divers documents, de manière à comprendre comment se forme un PCET et le processus de dialogue territorial. Cette étape était essentielle pour bien cerner les enjeux et procédures, avant d'aller plus loin dans le travail.

Pour la seconde étape, afin d'identifier la meilleure méthode à appliquer sur le territoire en terme de dialogue territorial, il était d'abord nécessaire de savoir ce qu'il est possible de mettre en place en regardant ce qui a été fait sur les autres territoires. Il s'agit d'un bon moyen d'avoir des idées. Un premier travail a consisté à faire des recherches sur internet notamment, qui fournit de très nombreuses informations sur les autres territoires. Entre autre, le site <http://www.pcet-ademe.fr/> est un excellent moyen de voir ce qui a été mis en place ailleurs, bien que cela ne soit pas toujours complètement à jour. De plus, un second travail a été réalisé, permettant d'avoir un retour d'expériences plus complet d'autres territoires. Ainsi ont été interrogés le territoire de Biovallée ayant adopté une démarche exemplaire, Saint-Etienne Métropole, Vienne Agglo ou encore du Beaujolais Vert avec qui le SIMOLY entretient des liens étroits. Pour cela une grille de questions a été réalisée, et des entretiens téléphoniques fixés. L'objectif était de mieux comprendre quelle démarche de dialogue territorial les autres territoires ont mis place, de quelle manière s'y sont-ils pris, et pour quels résultats.

La réflexion autour de cette phase de mobilisation des acteurs pour l'élaboration du plan d'action implique de définir les points suivants¹⁶ :

- les objectifs
- les acteurs qui doivent être mobilisés
- les méthodes de recrutement de ces acteurs
- la période
- les délais en fonction des agendas existants
- la stratégie de communication qui va accompagner l'opération.

Avant d'instaurer une nouvelle démarche de mobilisation, il est important de connaître ce qui existe déjà sur le territoire comme processus de participation afin de ne pas créer de doublon ou de surcharger les sollicitations. Dans les Monts du Lyonnais on peut ainsi relever le Conseil Local de Développement sur lequel le SIMOLY s'appuie souvent. Les associations sont également régulièrement sollicitées au sein des différents Comités thématiques du SIMOLY (Comité transports, Comité économie, etc.). En ce qui concerne le secteur agricole, le SIMOLY a mis en place un dispositif de dialogue territorial agricole qui prend la forme d'une rencontre entre élus et agriculteurs, deux à

¹⁶ Rey-Valette H., Pinto M., Maurel P., Chia E., Guihéneuf P.-Y., Michel L., Nougarede B., Soulard C., Jarrige F., Guillemot S., Cunnac M., Mathé S., Barbe E., Ollagnon M., Delorme G., Prouhèze N., Laurent A., Suita L.A., Bertrand J., Dieudonné C., Morvan R., Champrigaud A., 2011. Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires, © Cemagref, CNRS, Geyser, Inra, Supagro, Université Montpellier 1. Diffusion INRA-Montpellier, 155 pages.

trois fois par an, leur permettant d'échanger leurs avis et idées sur une thématique donnée. Quant au secteur de l'énergie, une soirée débat a déjà été organisée par le Centre Communal d'Actions Sociales. Certains membres du Conseil Local de Développement ont également créé un groupe spécifique abordant le sujet de la transition de manière générale : le groupe Monts du Lyonnais en transition. A l'échelle des communes, les dispositifs de participation varient beaucoup d'un endroit à un autre. Certaines communes mettent en place des réunions de quartier, tandis que d'autres ne le font pas.

Ainsi, au regard des éléments de dialogue territorial déjà adoptés dans les Monts du Lyonnais et de ceux mis en place sur les autres territoires, j'ai pu identifier les points à renforcer pour le SIMOLY, par comparaison notamment, et avoir des idées pour renforcer le dialogue territorial actuel.

Par ailleurs, je tiens à souligner le manque de temps accordé à cette mission jusqu'à présent. En effet, depuis le début de mon stage, la priorité était la préparation du forum me laissant que peu de temps, en deux mois, pour mener cette réflexion autour du dialogue territorial dans les Monts du Lyonnais. J'ai donc essayé de la mener du mieux possible dans le temps qui m'était imparti, en prenant en compte que cette mission se poursuivra après le rendu de ce travail.

3. STRATEGIE DE DIALOGUE TERRITORIAL POUR LE PROJET TEPOS DANS LES MONTES DU LYONNAIS : PISTES DE REFLEXION

Dans cette partie sera abordé l'aspect stratégique du dialogue territorial dans les Monts du Lyonnais, ayant pour objectif d'aider le SIMOLY à mieux connaître les enjeux liés à la mobilisation d'acteurs autour de ce projet TEPOS et de proposer des moyens et solutions qui semblent être les plus adaptés à une mise en place sur le territoire. Il faut souligner qu'il s'agit simplement de pistes de réflexions mais pas de choix exhaustifs. L'objectif étant d'aider la structure à considérer les solutions possibles pour que celle-ci puisse ensuite faire un choix.

Ainsi, après avoir définis l'ambition de la démarche de participation, l'idée est donc de proposer les moyens qu'il est possible de mettre en place, soit en terme de méthodologie soit en terme d'outils, en fonction des objectifs, des objets de la concertation, du public et de l'intensité attendue. Il convient pour cela d'identifier les choix déjà opérés par le SIMOLY avant de pouvoir effectuer des préconisations pour les futurs choix à faire.

3.1. Une démarche de dialogue territorial ambitieuse

Il faut dans un premier temps définir le degré de mobilisation des acteurs. Si l'on reprend nos différents niveaux de dialogue territorial exposés en première partie, en complétant avec des éléments provenant des « notes d'ETD »¹⁷ cela permet de définir les différentes implications des acteurs selon l'objectif recherché. On obtient plusieurs éléments à définir :

- un dialogue territorial avec différents niveaux : un niveau d'information, un niveau de consultation, un niveau de concertation, un niveau de co-pilotage
- un dialogue territorial très ouvert (ensemble des habitants ou réservés à certains types d'acteurs), multiple ou non (types de publics touchés), réservée à un groupe d'acteurs...
- un dialogue territorial variable en fonction des temps du projet (diagnostic, stratégie, programme d'actions...) et des cibles visées.

Dans notre cas, on peut dire que la démarche de participation est relativement variable en fonction des phases d'élaboration du PCET concernées. Elle est en théorie très ouverte puisqu'elle concerne un public très large. Dans les faits l'ouverture aux habitants ne concerne que certaines étapes.

Ainsi la phase de diagnostic est réalisée par le bureau d'études en consultation avec les élus et les partenaires, puis un voire plusieurs temps de restitution de ce travail sont faits au public, via le forum notamment. Pour les citoyens, qui restent relativement en marge de la réalisation de ce diagnostic, il s'agit alors surtout d'information, voire de consultation puisqu'ils peuvent à ces occasions éventuellement faire part de leur avis. A noter que dans un second temps consacré à la construction de la stratégie et du plan d'actions, l'avis des participants sur ce diagnostic est demandé. On peut donc situer cette phase de diagnostic au niveau de la **consultation**.

¹⁷ Ernisse L., Wisner E., 2010, *La concertation dans la conduite d'un Plan Climat-Energie Territorial, Imaginer, concevoir, construire et faire vivre collectivement un PCeT sur son territoire*, Les notes d'etd, le centre de ressources du développement territorial, 32 pages.

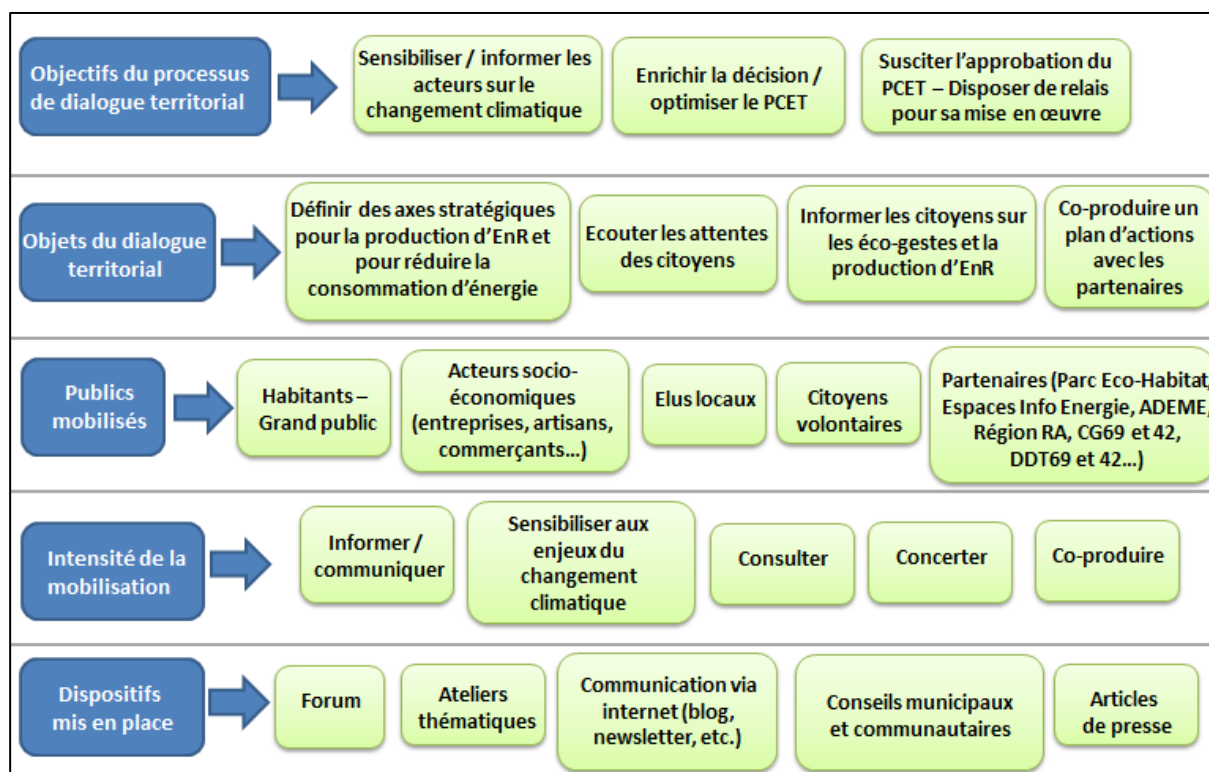
Pour ce qui est de l'élaboration de la stratégie, on se trouve plus à un niveau de **co-construction** : le scénario stratégique a été décidé en concertation avec l'ensemble des acteurs conviés au Comité de Pilotage n°3. Ceux-ci étaient principalement des élus (du SIMOLY et des communautés de communes du territoire) et des professionnels experts de la question de la transition énergétique (le Parc Eco-Habitat, la Région, les Conseils Généraux de la Loire et du Rhône, l'ADEME, Hespul, l'ALEC 42, la DDT de la Loire et du Rhône, le SCOT, et les techniciens du SIMOLY et des communautés de communes). Les citoyens n'étaient représentés que par la présence de deux membres du Conseil Local de Développement. A partir des propositions de scénarios stratégiques faites par l'ensemble de ces acteurs, le bureau d'études a élaboré une suggestion de scénario définitif.

Enfin, pour le niveau de l'élaboration du plan d'action, ce qui a été proposé par le bureau d'études relève également plutôt de la **co-construction** : le plan d'action sera élaboré en concertation avec l'ensemble des acteurs présents lors des ateliers thématiques notamment. Ensuite le programme d'actions sera validé par le Comité de pilotage.

Pour chacune de ces phases, le stade de co-pilotage n'est atteint que par les élus qui ont pour rôle de valider l'ensemble de ces éléments.

L'étape à venir de construction du plan d'actions est importante. Nous l'avons vu, il semble essentiel que la parole des citoyens soit prise en compte pour cette étape, puisqu'il est nécessaire que ceux-ci soient actifs dans la mise en œuvre des actions, ne serait-ce que pour la réduction de la consommation d'énergie. Il est donc indispensable de les intégrer aux discussions autour de l'élaboration de ce plan d'action, afin qu'ils puissent y adhérer.

Figure 9 : Interprétation de la stratégie globale du dialogue territorial dans le cadre du projet TEPOS des Monts du Lyonnais



Source : Pauline Ferrez, inspiré des Notes d'Etd

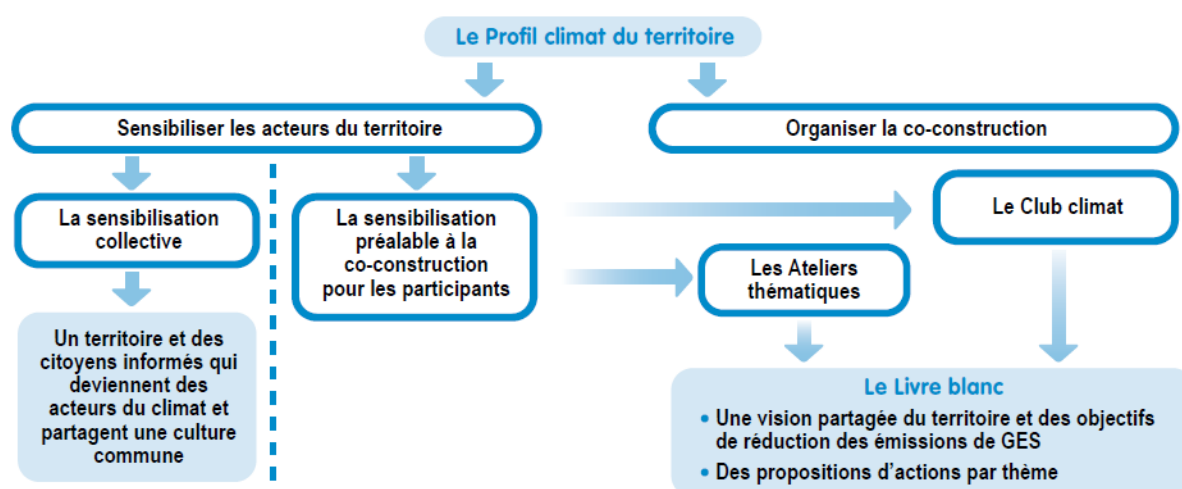
Ce schéma inspiré du document « les notes d'ETD » montre bien qu'ici nous sommes dans une stratégie de participation « large », faisant appel à tous les niveaux de dialogue territorial. Le schéma rappelle les objectifs du processus de dialogue territorial, qui sont de trois ordres : la sensibilisation et l'information à tous les acteurs sur le changement climatique et ses enjeux, ensuite le fait de parvenir à enrichir le programme d'action TEPOS en impliquant la participation de tous, puis enfin que celui-ci soit approuvé par l'ensemble des acteurs concernés, notamment par les acteurs qui vont porter les différents projets du programme d'actions. On peut voir à travers ce schéma que le dialogue territorial dispose de plusieurs objets : à la fois la définition des axes stratégiques, le recueil de l'opinion de la population, l'information et la sensibilisation et enfin la co-construction du plan d'actions. Cette ouverture pour cette démarche de participation s'illustre bien lorsqu'on se penche sur les publics mobilisés : on voit bien que tout le monde est concerné. Concernant l'intensité de la mobilisation, tous les niveaux de dialogue sont présents si l'on cumule toutes les étapes de réalisation du PCET. Enfin, pour les dispositifs mis en place, nous aborderons plus précisément dans la sous-partie suivante les différentes possibilités que le SIMOLY pourra mettre en place. Ici sont représentés des exemples de dispositifs, certains d'entre eux vont se faire, d'autres sont à envisager.

Ceci met en avant le fait que les choix concernant le cadre du dialogue territorial ne sont pas encore tout à fait clairs. Il serait bien que les élus puissent affiner ces choix, de manière à pouvoir recentrer plus facilement les objectifs et les actions qui en découleront. Cela pourrait faire l'objet d'un prochain Comité Energie par exemple. Il est dommage par ailleurs que le bureau d'études n'ait pas davantage poussé à affiner ces choix, rendant les objectifs flous, notamment en terme de mobilisation du grand public. Un positionnement clair aurait permis notamment de justifier de choix méthodologiques proposés par le bureau d'études, notamment sur le fait qu'à certaines phases de construction seuls les élus et partenaires socio-économiques ont été conviés, tandis que les citoyens ont été relativement peu impliqués. En ce sens, les méthodes appliquées par le bureau d'études peuvent être discutables.

Pour chaque étape de l'élaboration de ce PCET, il faut, en effet, bien cibler les acteurs à impliquer. Il convient notamment de comprendre le jeu des acteurs locaux, de pouvoir caractériser leur éventuelle influence par rapport aux projets, d'identifier leurs attentes, logiques d'action et leur perception du territoire et enfin de se pencher sur leurs éventuelles alliances sur le court ou long terme.¹⁸ Cette analyse sert notamment à identifier les acteurs qui vont aider à construire le plan d'action et qui porteront ensuite les actions, ou auront un rôle à jouer pour leur mise en œuvre. De plus, cette réflexion se pose également pour la composition des ateliers thématiques. En effet, il faut prendre en compte le niveau de connaissance des acteurs invités sur le sujet traité. Certains d'entre eux peuvent être considérés comme étant experts alors que d'autres seront profanes.

¹⁸ Ernisse L., Wisner E., 2010, *La concertation dans la conduite d'un Plan Climat-Energie Territorial, Imaginer, concevoir, construire et faire vivre collectivement un PCeT sur son territoire*, Les notes d'etd, le centre de ressources du développement territorial, 32 pages.

Figure 10 : Organiser la co-construction



source : doc PCET diagnostiquer et mobiliser, page 10

Ce schéma nous montre qu'il y a un double aspect dans la mise en place du dialogue territorial : d'un côté il faut informer et communiquer auprès de la population afin qu'elle comprenne la démarche et s'implique dans les actions et/ou change ses habitudes de consommation, de l'autre il faut la sensibiliser afin qu'elle puisse participer à la co-construction de la démarche PCET. L'enjeu est donc double. Le SIMOLY tente d'y répondre notamment grâce à la mise en place du forum, comme nous allons le souligner par la suite.

3.2. Méthodologie et moyens du dialogue territorial des Monts du Lyonnais pour le projet TEPOS

Des moyens très diversifiés peuvent être mis en place pour appliquer la stratégie de dialogue territorial. Il est acquis toutefois que le rythme de ces moyens mis en place doit être assez soutenu pour être efficace. En effet, au-delà d'un certain délai, que l'on peut convenir comme étant d'environ deux mois, demeure un risque que la mobilisation s'essouffle. Il est nécessaire ainsi d'effectuer très régulièrement des piqûres de rappel, car « le temps du politique n'est pas celui de l'habitant ».¹⁹ Au maximum tous les deux mois donc, un dispositif de concertation devrait être proposé ou rappelé aux acteurs.

Ainsi au sein de cette seconde sous-partie, l'objectif sera à terme de pointer du doigt les éléments de dialogue territorial actuels à renforcer, et surtout de mettre en avant des solutions qui pourraient s'appliquer au territoire. Pour parvenir à cela, plusieurs temps d'analyse sont nécessaires :

1) faire un état des lieux des choix adoptés par le territoire aujourd'hui en matière de dialogue territorial

¹⁹ Ermisse L., Wisner E., 2010, *La concertation dans la conduite d'un Plan Climat-Energie Territorial, Imaginer, concevoir, construire et faire vivre collectivement un PCeT sur son territoire*, Les notes d'etd, le centre de ressources du développement territorial, 32 pages.

2) prendre du recul en se penchant sur ce qu'ont mis en place d'autres territoires voisins pour leur stratégie de construction de plans d'actions énergie et de participation des acteurs

3) faire le point sur ce qu'il est possible d'appliquer sur le territoire des Monts du Lyonnais, inspiré des éléments issus des retours d'expériences mais aussi de mes propres réflexions, permettant de renforcer et compléter des points manquants dans le dialogue territorial des Monts du Lyonnais autour de TEPOS

4) synthétiser la stratégie de dialogue territoriale conduite jusqu'à présent, et effectuer des préconisations sur celle à adopter pour l'avenir du PCET

3.2.1. Les moyens adoptés

Les Monts du Lyonnais ont déjà fait des choix de moyens à mettre en place pour parvenir à informer, sensibiliser, consulter ou co-construire avec les différents acteurs, sur l'élaboration du PCET ou de manière plus générale sur les enjeux du changement climatique et les habitudes de consommation à adopter.

- Les « Familles à Energie Positive »

Le défi Familles à énergie positive est un concours national organisé à l'échelle de chaque département, pour lequel plusieurs foyers sont inscrits et se regroupent par équipe représentant un même village, quartier, territoire ou entreprise. L'idée de ce challenge est que chaque foyer peut réaliser des économies d'énergies par des petits gestes simples à appliquer tous les jours, réduisant sa consommation et réalisant ainsi des économies. Le gagnant est celui qui a réalisé au moins 8% d'économie d'énergie par rapport à sa facture de l'année précédente. Sur le territoire des Monts du Lyonnais, pour l'année 2013-2014, trois équipes ont participé au concours, une par communauté de communes. Deux d'entre elles se sont d'ailleurs retrouvées sur le podium au niveau du département (une dans la Loire, l'autre dans le Rhône). Ce concours comporte un réel aspect pédagogique, en mettant bien en avant le fait que chacun peut contribuer à faire baisser la demande en énergie en changeant légèrement nos habitudes quotidiennes. Les Monts du Lyonnais ont souhaité que ce concours soit reconduit pour l'année 2014-2015. Il faut dire que ce dispositif a l'avantage de sensibiliser à moindre frais. Ces défis sont organisés par les Espaces Info Energie de chaque département.

- L'investissement citoyen dans des projets à énergie renouvelable

L'épargne citoyenne placée dans des projets à énergie renouvelable est un moyen aujourd'hui de plus en plus répandu pour cofinancer des projets. Différents projets de parcs photovoltaïques ou éoliens par exemple ont déjà été financés sur plusieurs territoire en France, l'un des précurseurs en la matière étant le territoire du Mené en Bretagne. Le territoire du Pilat en Rhône-Alpes, voisin des Monts du Lyonnais, va également inaugurer en juillet prochain un parc photovoltaïque financé par des actionnaires citoyens via la Centrale Villageoise de la région de Condrieu. Ce dispositif présente un intérêt certain, tant pour trouver des fonds suffisants pour permettre le financement de projets, que pour sensibiliser et impliquer les citoyens dans des projets locaux de production d'énergie renouvelables. *« Face aux besoins colossaux de financement de la transition énergétique, les*

mécanismes participatifs présentent un intérêt indéniable pour mobiliser davantage l'épargne privée et assurer un fléchage vers les projets locaux. S'ils ne peuvent pas constituer à eux seuls la réponse à ce défi, ils ne constituent pas moins un potentiel considérable qui doit être mobilisé dans cet effort. »

²⁰ Différents dispositifs existent permettant aux citoyens de s'impliquer dans des projets à énergies renouvelables : les Sociétés d'Economie Mixte (SEM), les Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC), les Sociétés par Action Simplifiée (SAS), ou encore les Clubs et CIGALES (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire). Toutefois, chacune de ces formes présentent des limites, et la participation financière des citoyens dans ces projets n'est pas encore très évidente mais reste toutefois possible. Le SIMOLY va lancer un appel à l'investissement citoyen pour aider à co-financer le projet Méthamoly. Cela se fera via Energie Partagée et une information sur cette ouverture à l'épargne devrait avoir lieu lors du forum du 14 juin prochain sur le stand consacré à ce sujet. Il s'agit selon moi d'un bon moyen de s'impliquer sur son territoire, en plaçant son argent de manière intelligente, tout en contribuant à développer les énergies renouvelables. Ce dispositif s'applique bien évidemment sur du long terme.

- Le Mois des Monts

Le SIMOLY a déjà mis en place certains éléments de communication et de participation ou prévoit de le faire. Au lancement de la démarche TEPOS, quelques articles sont parus au sein de la presse locale afin de présenter les ambitions du territoire, ou encore à travers le SIMOLY Info, qui est distribué au sein de toutes les boîtes aux lettres du territoire. Le SIMOLY a surtout misé sur l'évènement phare à l'échelle du territoire qui se tiendra tout le mois de juin, le « Mois des Monts », pour sensibiliser et informer les élus, les acteurs socio-économiques et la population sur son projet de territoire, à savoir l'économie de proximité et la transition énergétique avec le projet TEPOS. Comme expliqué auparavant, ce Mois des Monts met en lumière toute une série d'évènements mis en place sur le territoire en lien avec ces deux thématiques.

- Le forum

Le rendez-vous le plus important est certainement la journée forum du samedi 14 juin. Cette journée a pour enjeu d'inciter à une double mobilisation : il s'agit en effet non seulement de demander l'avis et les éventuelles propositions d'actions de tous les acteurs invités, mais aussi et surtout de permettre une prise de conscience et d'impulser une dynamique de changement de comportement et d'évolution des pratiques. L'objectif est donc à la fois de sensibiliser pour que la population adopte des « éco-gestes » et à la fois d'informer sur la co-construction. Le message général du forum pourrait être le suivant : « Chacun doit agir pour réussir la transition énergétique, cela nécessite de revoir nos habitudes de consommation. Quels sont les outils et les moyens pour m'engager ? ». L'évènement intervient à la fin de la phase de diagnostic et d'élaboration du scénario et permet d'ouvrir la phase de co-construction du plan d'actions. Toutefois cette dernière phase, dont la méthodologie ne sera probablement pas encore définie de manière précise le jour J, ne pourra pas faire l'objet d'une communication très importante. La communication devrait être davantage axée sur la ou les « pré-réunions » destinées au grand public qui devraient avoir lieu avant les ateliers (cf

²⁰ Poize N., Rudinger A., 2014, *Projet citoyens pour la production d'énergie renouvelable : une comparaison France-Allemagne*, Working Papers n°1, IDDRI, 24 pages. Disponible sur : <http://www.iddri.org/Publications/Projets-citoyens-pour-la-production-d-energie-renouvelable-une-comparaison-France-Allemagne>

partie 3.2.3.). De plus, des moyens seront mis en place pour recueillir l'opinion de la population, comme le « mur d'expression » sur lequel chacun pourra laisser un avis, une remarque à propos de la transition énergétique dans les Monts du Lyonnais. Ce recueil de paroles pourra ensuite être repris au sein des instances politiques.

- Des ateliers thématiques à construire

Il est fortement probable, en effet, que le choix des thématiques abordées lors des ateliers, ainsi que le nombre exact de séances, ne soient pas totalement actés le 14 juin.

Le bureau d'études a proposé une liste de sept thématiques d'ateliers :

1. la construction durable et la réhabilitation du bâti résidentiel et tertiaire
2. transports et aménagement durable
3. vulnérabilité et adaptation
4. consommation des ménages et sobriété
5. le territoire, producteur d'énergie
6. une économie verte et solidaire pour le territoire (montages financiers et formations des acteurs)
7. la conduite du changement auprès des acteurs politiques, administratifs, institutionnels, citoyens et économiques

L'objectif est de n'avoir au final que quatre ou cinq ateliers à proposer pour la co-construction. Il faut donc en supprimer ou en regrouper certains. A l'heure actuelle et après discussion avec mon tuteur et l'élú référent à l'énergie, les choses ne sont pas encore décidées et ne le seront certainement pas définitivement lors du forum. Cela s'explique notamment par le fait que le calendrier électoral n'a jusqu'à présent pas permis la mise en place d'un véritable temps politique sur ce point. Toutefois ce qui semble se profiler c'est que les deux dernières thématiques seraient abordées de manière transversales, et que les thématiques 1 et 5 seraient gardées en tant que telles, constituant un atelier chacune. En ce qui concerne les thématiques 2, 3, et 4, pour l'instant on ne sait pas encore si elles seront regroupées ou non.

Bien construire ces ateliers, en cohérence avec les attentes et les enjeux du territoire est primordial. En effet, l'objectif est de déboucher in fine sur un plan d'actions très concret, pour la mise en place d'actions réalisables. Pour cela il faut que les actions qui découlent de cette co-construction soient vraiment appropriées par les partenaires qui en seront les acteurs. Un des territoires voisins interrogé sur sa démarche de mobilisation explique que le problème du PCET, c'est que bien souvent il n'est pas bien approprié par les acteurs locaux, pour eux cela reste le « dossier » de la collectivité porteuse. Il est donc nécessaire de les intégrer au plus tôt pour qu'ils se sentent partie prenante des actions.

Un des grands questionnements actuellement concernant ces ateliers est de savoir de quelle manière on implique les citoyens. Il serait pertinent d'inviter à minima le Conseil Local de Développement et les associations de citoyens, le territoire n'en manque pas. On trouve parmi celles-ci les centres socio-culturels, le Centre de Coordination des Monts du Lyonnais, le groupe les Monts du Lyonnais en Transition, les associations de familles (ADMR, etc.), ainsi que diverses associations sur les secteurs éducatifs, écologiques, culturels (la Ruche de l'écologie, Mont'en Scène,

Graine d'école, Jardin d'Avenir, etc.). De plus, il faut pouvoir accepter tout citoyen volontaire, s'intéressant au sujet et souhaitant participer à un ou plusieurs de ces ateliers. C'est d'ailleurs un des objectifs du forum, de communiquer sur ces ateliers et de faire participer tous les individus qui le souhaitent. Plusieurs questionnements viennent à la suite de ce raisonnement : faut-il communiquer davantage, au-delà du forum, pour inciter les citoyens à participer à ces ateliers ? Est-ce que l'objectif est d'impliquer massivement la population ou bien est-ce que les associations de citoyens et le Conseil Local de Développement suffisent à représenter les citoyens ? Comment aborder un sujet en ayant autour de la table à la fois des experts et des novices ?

3.2.2. Retours d'expériences de territoires voisins : une première base de réflexion

Les retours d'expériences transmis lors des entretiens téléphoniques m'ont permis de récolter plusieurs informations précieuses et de me donner des idées sur ce qu'il est possible d'appliquer dans les Monts du Lyonnais. Ici seront exposés **les principaux éléments à retenir de ces entretiens**. Quatre territoires ont ainsi été interrogés : ViennAgglo, le Beaujolais Vert, Biovallée, Saint-Etienne Métropole, ainsi qu'un technicien du réseau Rurener, qui est le « réseau européen des petites communes rurales pour la neutralité énergétique » qui a l'avantage d'avoir une vision d'ensemble de ce qui se fait généralement sur les territoires ruraux sur les questions de développement durable ou de transition énergétique. J'ai fait le choix, plus ou moins critiquable, de présenter ces résultats d'entretiens par territoire, et non pas par thématique. Il est à mon sens plus pertinent et compréhensible de garder une vision de ce qui a été fait par territoire, en prenant en compte le contexte propre à chacun, qui a influé sur les choix de moyens et de stratégie adoptés. Ainsi les fiches synthétiques présentées ci-après ne reprennent pas tous les éléments récoltés au téléphone, mais seulement ce qui, à mon sens, était intéressant de relever, en terme d'idées mais aussi de difficultés rencontrées dans le cadre d'un dialogue territorial autour de la transition énergétique.

ViennAgglo

Contexte : L'agglomération a adopté un premier PCET en 2009 qui a été assez chaotique. Elle a notamment mis en place un forum qui n'a pas rencontré beaucoup de succès. Après un temps mort, le PCET a été « réanimé » en 2012 suite à l'obligation des communes de plus de 50 000 habitants de mettre en place cet outil. ViennAgglo candidate au projet TEPOS.

Implication du grand public dans l'élaboration du PCET :

- De manière générale, l'expression du grand public sur les grands documents de type PDU, PLU, etc. n'est pas massive. Le plus souvent, les individus qui s'expriment sur ces sujets-là sont déjà un peu initiés. Si l'on n'est pas un territoire où la dynamique de développement durable est ancrée, comme c'est le cas pour Biovallée, il est alors très difficile d'aller chercher les gens sur ces questions-là.
- Il n'y a pas eu de participation massive sur l'élaboration des documents du PCET. ViennAgglo mise surtout sur une sensibilisation autour du plan d'actions. Si l'on souhaite inviter le grand public, elle préconise même de cibler les personnes à inviter en imaginant, par exemple, de mettre en place un questionnaire au préalable pour sélectionner les personnes qui viennent avec « quelque chose à dire sur le sujet ».

Concernant l'animation grand public :

- ViennAgglo s'est emparée du défis Familles à Energie Positive, en 2012-2013, qui a été un succès : 57 familles participantes et victoire du concours. Elle est passée par les relais presses pour susciter l'envie auprès du grand public, et par le Comité de Pilotage pour les communes. Le défis a été relancé cette année, même si on peut constater une baisse de motivation.
- Lors de la semaine du développement durable, un débat sur la transition énergétique a été organisé ainsi que diverses animations. L'idée était de réunir l'ensemble des acteurs du territoire.
- D'autres actions ont été mises en place : le défis « Ecoles à énergie positive » qui a très bien fonctionné et pour lequel quatre classes ont participé ou encore le défis du « CO2 dans nos assiettes ». Tous deux ont été organisés avec l'aide de l'Espace Info Energie, sur lequel ViennAgglo s'appuie d'ailleurs beaucoup pour la sensibilisation grand public.

Beaujolais Vert

Contexte : le territoire a adopté un PCET en 2009. Depuis, il a été lauréat de l'appel à projet TEPOS, ce qui a donné l'occasion de revoir le plan climat, qui jusqu'à lors était très centré autour des collectivités.

Participation : Le territoire souhaite se tourner dorénavant davantage vers les associations de citoyens et se rapprocher du Conseil Local de Développement, alors qu'auparavant il s'appuyait essentiellement sur les consulaires et les communautés de communes.

Animation :

- Le Beaujolais Vert est passé par un **partenariat avec la MJC d'Amplepuis**. Hespul a ainsi formé les animateurs de la MJC afin que ceux-ci puissent proposer un catalogue d'animations. 14 interventions dans les écoles ont ainsi été prévues, ainsi que des participations à diverses réunions publiques, forums, stands, etc. Ces animations ont été une réussite, toutefois il y a un point négatif : l'identification « Beaujolais Vert » ou « communauté de communes » ne s'est pas faite, malgré l'utilisation de flyers et autres moyens de communication. A noter que ce partenariat s'est créé alors que le Beaujolais Vert disposait de financements provenant du COEC pour une durée de 3 ans, permettant de financer 50 000 € de poste et 50 000 € d'actions. Les animations de la MJC ont ainsi pu être rémunérées par ce biais-là. Aujourd'hui ce partenariat fonctionne encore et le Beaujolais Vert parvient à financer ces animations par le biais de coopérations mais cela va devenir de plus en plus difficile de les poursuivre, en raison notamment d'un manque de moyens humains.
- Un projet de coopération avec un artiste a également été mis en place, permettant la création d'une **pièce de théâtre sur la transition énergétique**.

Communication :

- Pour les élus, un COPIL sera organisé prochainement afin de restituer les études.
- A destination du grand public, un **nouveau site internet** a été mis en place regroupant la présentation du dispositif des villages d'accueil, du programme LEADER et du projet TEPOS. Des **newsletters trimestrielles** vont prochainement être mises en place sur ces trois sujets.
- Des **plaquettes** présentant les éco-gestes, la démarche PCET ainsi que des actions mises en place sur le territoire avaient été distribuées aux habitants du territoire. Malheureusement le succès de cette communication a été plutôt mitigé, cela n'a pas eu un fort impact.

Biovallée

Contexte : Méthodologie plutôt atypique : Biovallée n'a pas choisi d'adopter un PCET formalisé en tant que tel, c'est-à-dire « labellisé » par l'ADEME, mais plutôt de mettre en place un plan climat énergie qui est écrit à l'échelle territoriale, pas uniquement porté par les collectivités.

Deux phases bien distinctes dans l'élaboration de leur plan climat énergie :

1) Le premier a été la **phase de travail de prospective territoriale**, pour laquelle l'idée était d'ouvrir au maximum la participation. Des scénarii des futurs possibles du territoire ont été réalisés, abordant des thématiques allant bien au-delà du simple secteur énergétique. De là a été créé un scénario souhaitable. Pour aider à réaliser cette étape et notamment à construire les scénarii, Biovallée a fait appel au bureau d'études Inddigo, ainsi qu'à la Junior Entreprise Idées Territoires de l'Institut de Géographie Alpine de Grenoble. Cette dernière a eu pour mission notamment de mettre en chantier la construction d'une idée commune du scénario du changement souhaitable et d'effectuer un travail d'animation. Dans cette étape diverses démarches de participation ont été mises en place, avec notamment la constitution et le suivi d'un panel de citoyens pour contribuer au débat autour des scénarii, la réalisation d'un café-débat, la consultation envers des groupes de jeunes, ou encore la réalisation d'une enquête de réceptivité du scénario du souhaitable à destination de la population.

2) Le second temps de travail a concerné la **phase de construction du plan d'actions énergie**. Ici la volonté n'était pas de faire participer de manière large, mais plutôt de cibler les personnes qui construiront ce plan d'actions : élus, services techniques, entreprises, agriculteurs, associations, citoyens porteurs de projets, chambres consulaires. Des séminaires techniques ont permis d'identifier les principales demandes structurantes pour la mise en œuvre du plan d'actions. Au préalable, un séminaire de lancement a été organisé, comprenant un exercice collectif de priorisation des actions et un exercice collectif d'application des énergies renouvelables sur le territoire grâce à un jeu de cartes.

➔ La distinction a bien été faite entre d'une part « prendre la température du territoire » en mettant en place divers processus de participation, noter les idées, les attentes, les craintes, et d'autre part construire de manière efficace et opérationnelle un plan d'actions qui sera très concret, élaboré par les porteurs d'actions.

Actions ciblées envers les jeunes :

Le territoire de **Biovallée** a fait appel à la Junior Entreprise Idées Territoires de l'Institut de Géographie Alpine de Grenoble pour établir une méthodologie destinée à toucher les jeunes afin de relever leurs avis, impressions et attentes quant à l'avenir de leur territoire. Un « Kit sensibilis'actions » a été mis au point, regroupant cinq fiches actions proposant des animations à mettre en place dans les MJC ou centres socio-culturels ou encore les collèges et lycées. Le relais avec les animateurs des centres de loisirs et les professeurs de français et de philosophie des collèges et lycées est nécessaire pour permettre de mettre en place les animations du Kit sensibilis'actions.

Saint-Etienne Métropole

Contexte : Un PCET a été mis en place en 2010. L'agglomération a candidaté à l'appel à projet TEPOS, ce qui a été l'occasion de relancer le plan d'actions.

Ateliers thématiques : Des ateliers thématiques ont été réalisés pour reprendre le plan d'actions auxquels ont été ajoutés des groupes de travail pour apporter des compléments. Une **fiche aux partenaires** a également été distribuée pour récolter leurs avis et propositions.

Communication : Un site internet relativement complet a été mis en place, sur lequel le dossier de candidature TEPOS est téléchargeable. De plus, ils vont bientôt faire un document d'une vingtaine de pages et un autre de quatre pages pour synthétiser le dossier, pour faire en sorte qu'il puisse être approprié par les élus et peut être par la population. A noter également qu'une lettre plan climat de quelques pages sort deux fois par an, qui est envoyée à une vingtaine de partenaires et aux 45 communes.

De nombreuses actions de sensibilisation : Globalement il y a un peu de tout : divers événements, la semaine du développement durable, la fête du vélo, le Challenge Mobilité, les Familles à Energie Positives. Le territoire s'appuie beaucoup sur l'Espace Info Energie et l'ALEC42. Une plateforme met à disposition de tous les organisateurs d'événements des **gobelets réutilisables**. De plus, un plan d'éducation des scolaires permet de toucher de nombreux enfants.

Remarque sur l'appropriation du PCET par les acteurs locaux : Bien souvent, il n'est pas bien approprié par les acteurs locaux. Même s'il y a une charte, un forum annuel ou autre, cela reste « le dossier de l'agglo pour lequel ils sont simplement invités ». La question pour l'avenir est donc la suivante : comment intégrer les acteurs tout de suite pour qu'ils se sentent partie prenante ? TEPOS parle plus que le « climat », il faut donc s'appuyer là-dessus.

Conseils de Rurener
(Réseau européen des petites communes rurales pour la neutralité énergétique)

Différents éléments possibles à mettre en place, qui ont déjà été appliqués dans d'autres territoires :

Une journée festive autour de l'énergie

Des petites actions symboliques permettant de sensibiliser les citoyens :

- Distribution auprès d'enfants de Climabox : un projet a consisté à d'abord sensibiliser les enfants via des guides distribués dans les centres de loisirs ; ensuite à mettre en place un concours de dessin où tout le monde est récompensé en retour par une Climabox (qui comprend des éléments ludiques sur les économies d'énergie : un jeu de carte, un livret, un thermomètre, un minuteur pour la douche, un jeu sur les énergies renouvelables).
- Défi Familles à Energie Positive

Travail avec un comité de pilotage du PCET : regroupant à la fois des citoyens et à la fois des personnes engagées économiquement sur le territoire. Il s'agit de personnes qui sont intéressées par des projets.

Actions sur la rénovation du bâtiment et sur la mise en place d'un éco-quartier : des visites de territoires sont organisées. Une agence d'urbanisme travaille avec les citoyens, ils réfléchissent ensemble à la manière de construire un éco-quartier.

Création d'un blog sur la politique énergétique du territoire ou d'une page Facebook.

Le financement citoyen : il s'agit d'un moyen d'impliquer les habitants pour boucler financièrement un projet, de faire de l'autofinancement.

3.2.3. Méthodes et moyens applicables aux Monts du Lyonnais

Après avoir effectué un point sur les éléments déjà adoptés par le territoire, puis identifié ce que d'autres territoires ont mis en place, ici seront présentés l'ensemble des moyens et choix stratégiques qu'il est possible d'appliquer sur le territoire des Monts du Lyonnais, en les adaptant aux spécificités du territoire. Ces propositions sont clairement inspirées des retours d'expériences récoltés mais aussi de réflexions personnelles. L'idée ici est de dresser un panel un peu large des différentes possibilités, avant de se recentrer sur les éléments qui sont, selon moi, primordiaux d'appliquer pour les Monts du Lyonnais.

- Une « pré-réunion » avant les ateliers thématiques

Une des solutions proposée serait de réaliser une pré-réunion d'information et d'échanges qui aurait lieu avant les ateliers thématiques et qui aborderait des sujets liés à la transition énergétique. Ce rendez-vous, qui pourrait se dérouler en juillet ou septembre, serait grand public, donc à destination de tous les citoyens volontaires mais aussi des acteurs socio-économiques souhaitant en savoir un peu plus sur la transition énergétique et le projet TEPOS. Cela permettrait de faire le lien ensuite avec les ateliers, en expliquant la démarche et en proposant à tous ceux qui le souhaitent de s'y inscrire. Ce biais-là comporte plusieurs avantages et permet de répondre à une partie de nos questions :

- cela constitue en quelque sorte un « rendez-vous citoyen », où les questions autour de la transition énergétique seraient traitées de manière plus abordable
- même s'ils ne participent pas ensuite aux ateliers ce serait un moyen pour les impliquer quand même dans la démarche
- toutefois pour tous ceux qui le souhaitent il serait possible de s'inscrire également aux ateliers thématiques de septembre, cette première réunion constituant un bon moyen de communiquer sur la démarche des ateliers
- cela représente un moyen supplémentaire de recueillir les remarques et propositions des citoyens sur les sujets relatifs à la transition énergétique
- cela représente également un moyen supplémentaire de communiquer autour de la démarche TEPOS
- la liste exhaustive des ateliers thématiques qui ne sera pas prête pour le forum, le sera lors de cette réunion, permettant ainsi de se laisser un peu plus de temps pour bien préparer les ateliers

Malgré tous ces avantages, cette démarche peut être freinée par certains risques. Le principal est celui de la faible voire très faible participation des citoyens. Et cela est d'autant plus à prendre en compte que le Mois des Monts aura fait l'objet d'une communication dense pendant tout le mois de juin sur cette question de la transition énergétique et il y a un risque que la population ne soit pas au rendez-vous, car en « saturation ». De plus, il est nécessaire de bien prévoir le contenu de ce rendez-vous : quelle(s) thématique(s) aborder, comment permettre aux participants d'exprimer en plus leur point de vue, etc. Des techniques d'animations spécifiques devront être mises en place.

Pour en revenir aux ateliers thématiques, l'objectif serait alors de cibler les personnes à inviter, en fonction de leurs rôles et fonctions vis-à-vis du sujet abordé. La participation des citoyens se ferait donc à travers la présence éventuelle de structures pouvant les représenter telles que le Conseil Local de Développement ou encore via certaines associations. Toutefois, l'idée serait de garder une ouverture pour tout autre citoyen qui souhaite participer.

Sur le plan plus organisationnel, il peut être envisageable de prévoir en plus des ateliers thématiques, une fiche qui pourrait être distribuée aux personnes participantes et qui représenterait un moyen supplémentaire ou complémentaire pour récolter leurs avis et propositions. Elle pourrait être distribuée à la fin des séances de travail et à rendre dans un second temps. Il est important de prévoir également un temps de restitution après les ateliers. Cela peut être un document de synthèse final, à redistribuer à tous les participants des ateliers et aux élus. De plus, une réunion de

rencontre conviviale peut être envisagée à la fin de la procédure d'élaboration, une fois le plan d'actions établi et validé, pour restituer les résultats aux participants.

- Des temps bien distincts dans le processus de participation

Il semble intéressant de séparer de manière très claire les étapes du dialogue territorial en deux temps bien distincts. Les Monts du Lyonnais pourraient alors s'inspirer de la méthode choisie par le territoire de Biovallée, qui fait partie actuellement des territoires référents en matière de transition énergétique. Biovallée a mis en place une méthodologie plutôt atypique, qui ne peut être appliquée en l'état actuel à la démarche entreprise dans les Monts du Lyonnais, bien que ces derniers puissent s'inspirer de certains éléments.

Ce qu'on peut retenir de cette méthodologie, c'est que la distinction a bien été faite entre d'une part « prendre la température du territoire » en mettant en place divers processus de participation, noter les idées, les attentes, les craintes, et d'autre part construire de manière efficace et opérationnelle un plan d'actions qui sera très concret, élaboré par les porteurs d'actions. Il est bien évident que les Monts du Lyonnais ne peuvent appliquer aujourd'hui à l'identique cette démarche, ayant déjà entamé un processus de construction qui est le sien. Toutefois, il peut s'inspirer du fait que les ateliers thématiques ne concernent que les personnes qui seront dans une logique constructive par rapport aux objectifs fixés. Cela serait un moyen d'obtenir un plan d'actions très opérationnel. Le temps de participation citoyen se ferait alors plutôt au préalable, à travers le forum et le Mois des Monts de manière générale, mais aussi à travers l'éventuelle « pré-réunion » d'information et d'échanges qui aurait lieu avant les ateliers.

- Des actions ciblées envers certaines catégories de population

Dans les démarches de participation il est bien souvent difficile de toucher certaines catégories de citoyens, qui pourtant ont un rôle important à jouer dans la réussite de la transition énergétique. Les populations les plus vulnérables sont souvent insuffisamment représentées dans les processus habituels de participation. Ainsi, les **populations les plus précaires** sont les plus touchées par la hausse du prix de l'énergie et donc par cette problématique de transition énergétique, mais souvent cette catégorie de population est absente des temps de participation. Mener des actions ciblées d'information et d'échanges spécifiquement envers elles, par d'autres moyens, permet de les toucher plus facilement. Une autre catégorie de population difficilement atteignable en règle générale sur ces temps de participation est les **jeunes**. Pourtant, les jeunes contribuent à la dynamique d'un territoire et en seront les acteurs d'ici 2050. Il est donc essentiel de pouvoir prendre en compte leurs avis et leurs faire comprendre les enjeux de leur territoire. De plus, la sensibilisation envers les jeunes permet de toucher d'autres publics, comme les familles.

Les territoires de Biovallée et du Beaujolais Vert ont tous deux mené des actions ciblées envers les jeunes. Pour cela, ils sont passés par des partenariats avec des structures relais que sont les MJC, centres socioculturels, et également les lycées et collèges pour Biovallée. De plus, la distribution de « **ClimaBox** », faite lors d'un projet de sensibilisation au sein d'un centre de loisirs porté notamment par le réseau Rurener, me semble particulièrement pertinente : après un ou plusieurs temps

d'animations ludiques où chaque enfant est sensibilisé, ceux-ci peuvent ensuite ramener des outils et jeux issus de cette Box pour en faire profiter toute la famille.

Le territoire des **Monts du Lyonnais** peut s'inspirer de ces méthodes pour éventuellement mettre en place des actions ciblées envers une certaine partie de la population, dont les jeunes. Bien que dans le cas de Biovallée ces actions avaient pour but de récolter l'opinion des jeunes sur le devenir de leur territoire, avant que le plan d'actions énergie ne soit établi, ces actions peuvent tout à fait être menées après que celui-ci soit construit. Le but sera alors surtout de sensibiliser sur les enjeux énergétiques et climatiques afin de parvenir à l'objectif TEPOS. Toutefois, il est important de bien prévoir les ressources financières suffisantes. Pour le Beaujolais Vert, le coût a été relativement important. Est-ce que le fait d'être lauréat TEPOS permet de lever des fonds suffisants pour mener à bien ce type d'actions sur le territoire des Monts du Lyonnais ?

En revanche, la mise en place du **défis Ecoles à énergie positive** est en principe peu coûteux. Dans l'esprit des Familles à énergie positive, l'objectif est d'inciter les écoles à réduire leurs consommations d'énergie par rapport aux années précédentes, par des changements d'habitudes et des actions nécessitant un investissement financier très limité. Ce défi a déjà été mis en place en Isère, à Grenoble et Vienne notamment, et semble très intéressant pour mobiliser et sensibiliser des classes entières sur les enjeux du changement climatique et sur les éco-gestes à adopter. Les Monts du Lyonnais, avec l'aide de l'Espace Info Energie Hespul, pourraient mettre cela en place. Cela permet une importante sensibilisation auprès des plus jeunes à peu de frais.

- Communication : les points à renforcer et à envisager

La communication est un élément essentiel pour permettre le bon déroulé du dialogue territorial. En effet, c'est la communication qui va permettre que chaque niveau de dialogue territorial puisse se réaliser : la sensibilisation, la convocation à un évènement, etc, passe nécessairement par une étape de communication. Celle-ci couvrant un large champ et offrant de nombreuses possibilités, il faut dans un premier temps être clair sur les objectifs de la communication, et cibler les acteurs concernés.

- **Communiquer auprès des élus**

Ainsi, dans notre cas, les élus vont jouer un rôle moteur pour engendrer une dynamique de transition énergétique territoriale. Il est donc primordial que ceux-ci puissent bien intégrer les enjeux de cette problématique, afin qu'ils puissent soutenir et lancer des projets qui seront indispensables pour parvenir à atteindre l'objectif TEPOS. Les élus sont probablement les premières personnes à toucher. Dans cette perspective, le SIMOLY organise lors du « Mois des Monts » une soirée de lancement à destination des élus, qui se situe le 3 juin soit au début de l'évènement. Cette soirée a pour but de présenter le projet de territoire à la nouvelle équipe d'élus. Elle prendra la forme d'une soirée interactive où les échanges entre les différents élus seront cadrés par une équipe de clowns professionnels qui assureront l'animation. L'idée est donc de présenter les deux thématiques principales que sont l'économie de proximité et la transition énergétique via le projet TEPOS, mais aussi des outils pour mettre cela en place comme le CDDRA, le programme LEADER, le PCET ou l'OCM (Opération Collective de Modernisation des Monts du Lyonnais). Une pochette leur sera

distribuée synthétisant l'ensemble de ces éléments-là en format papier afin qu'ils puissent garder une trace de tout cela. Toutefois, la soirée étant relativement courte, et les sujets à aborder relativement nombreux, le projet TEPOS ne fera l'objet que d'une courte présentation. Il semble alors nécessaire de prévoir à minima un autre rendez-vous ou un autre moyen pour approfondir l'information sur ce sujet-là et permettre davantage d'échanges avec les élus. Et ce, d'autant plus qu'une partie des élus ne sera probablement pas au rendez-vous le 3 juin.

Le SIMOLY envisage de faire la tournée des conseils municipaux et des conseils communautaires du territoire pour faire ce point d'information/échanges avec l'ensemble des élus du territoire. Cela semble être une étape incontournable pour toucher l'ensemble des élus, car si l'on se cantonne seulement au comité de pilotage, seule une poignée d'élus sera concernée. Il faudra prévoir un, voire plusieurs documents écrits à leur distribuer, qui servira notamment pour les absents, reprenant les principaux éléments du projet TEPOS : enjeux, conditions de réussite, moyens, etc. Cette technique d'intervention en conseils municipaux et communautaires permet donc de toucher un maximum d'élus, mais implique en contrepartie un large travail de la part du SIMOLY, qui doit dans ce cas envisager 34 interventions pour agir dans chaque commune, plus 3 autres pour les communautés de communes, soit 37 interventions en tout.

- **Communiquer auprès du grand public**

Afin de toucher le maximum de personnes, il est recommandé d'utiliser autant que possible une diversité d'outils de communication et de manière régulière. Nous l'avons vu, des événements sont déjà prévus sur l'ensemble du mois de juin dans les Monts du Lyonnais, avec notamment le forum. Ces événements sont importants pour marquer un temps précis dans le processus de dialogue territorial. Malgré cette première étape qui est un bon point de départ pour lancer la communication autour de la transition énergétique, la communication sur le projet TEPOS dans les Monts du Lyonnais reste grandement insuffisante. A l'heure actuelle, seuls quelques articles parus dans la presse locale ont abordé le sujet de la transition énergétique, ainsi qu'un numéro du « SIMOLY Info » de l'été 2013 (distribué dans chaque foyer des Monts du Lyonnais) entièrement consacré à cette thématique. Quant à internet, seule une brève page peu visible parle de TEPOS sur le site internet du SIMOLY.

Il faut donc, d'une part, renforcer la communication sur internet. Plusieurs choses peuvent être envisagées. Tout d'abord, améliorer la lisibilité du projet TEPOS via le site internet du SIMOLY, montrer que cela fait partie d'un axe de travail prioritaire du SIMOLY. Ensuite, éventuellement créer une plateforme spécialement dédiée au projet TEPOS et au développement durable de manière générale sur un autre support internet : **blog ou autre site internet** spécialement consacré à cela. Le blog représente une solution relativement simple à appliquer, quoiqu'il faille tout de même que le SIMOLY y consacre des moyens humains pour l'animer. En effet, ce système d'information n'est viable que lorsque des publications y sont faites très régulièrement. Le blog permettrait entre autre d'informer sur les dernières actualités sur le sujet, d'expliquer de manière détaillée la démarche TEPOS, de renvoyer vers d'autres liens, de mettre à disposition en téléchargement toute une série de documents, de pouvoir s'exprimer facilement en laissant des commentaires, etc. Le site internet permet également de présenter tous ces éléments, à la différence près que l'ergonomie peut-être bien plus attractive si le site est bien fait. Saint-Etienne Métropole a mis en place un site internet

spécialement dédié à son PCET, intitulé « tous acteurs du climat ». Ce site là est un exemple à mon sens, d'un site relativement dynamique et attractif (pour le coup bien plus que ne le serait un blog), même si en terme d'ergonomie des améliorations peuvent encore être apportées (texte trop dense sur certaines pages, donnant peu envie de le lire). Il dispose de plusieurs rubriques intéressantes autour du PCET : « découvrir le Plan Climat », « s'informer », « témoignages », « s'exprimer », « agir », « évaluer mon impact carbone », et « actualités ». Les Monts du Lyonnais pourraient s'inspirer de cela. L'idée de poster des témoignages d'acteurs du territoire semble particulièrement intéressante et permet de valoriser le territoire et ses citoyens. Il s'agit de quelque chose que les Monts du Lyonnais pourraient réaliser relativement facilement. Ce système de blog ou de site internet est un moyen supplémentaire mis à disposition de tout le monde pour exprimer son avis, une remarque, une idée, une question, etc. Pour que ce type de dispositif puisse durer et jouer son rôle, il faut pouvoir le faire vivre et l'animer. De plus, il faut le rendre très lisible, en indiquant son lien depuis d'autres sites (simoly.fr, etc.) et supports de communication.

Toujours via le support internet, il semblerait intéressant de pouvoir mettre en place une **newsletter**, trimestrielle par exemple. Lors du forum notamment, des adresses mails d'habitants du territoire, souhaitant en savoir plus sur la transition énergétique, pourront être récoltées. Au-delà de cela, le SIMOLY dispose déjà actuellement d'une base de données de mails auxquelles la newsletter pourrait être envoyée. Cela permet d'envoyer régulièrement de l'information sur le sujet, de faire part des actualités et de susciter des « clics » vers d'autres liens comme l'éventuel site ou blog dédié à TEPOS ou encore le SIMOLY. L'idée est de pousser le lecteur à interagir. La newsletter nécessite une charte graphique spécifique : est-ce que reprendre l'actuelle charte graphique du SIMOLY est suffisant ? Ce n'est pas évident... Un travail pour réaliser un logo spécifique au projet TEPOS dans les Monts du Lyonnais avait été mené, mais l'idée avait été abandonnée. Cela serait pourtant un vrai plus pour identifier de manière claire la démarche entreprise par le territoire. Il est important que l'accès à la newsletter soit assez facile, en étant notamment téléchargeable depuis le site internet. Cela permet de toucher plus de monde et de lui offrir une plus longue durée de vie. La newsletter serait donc vraisemblablement un plus, mais là encore, il faut garder en tête que cela nécessite un travail conséquent à ne pas négliger.

Il est important de souligner qu'une **page Facebook « Monts du Lyonnais »** a été mise en place dernièrement par le SIMOLY, destinée à relayer toute information intéressante concernant le territoire. Cette page connaît d'ores et déjà un certain succès, mais là encore il est nécessaire de l'alimenter régulièrement. Cette page peut représenter un relais pour diffuser de l'information sur TEPOS. En revanche il ne semble pas pertinent de créer une page Facebook spécifique à TEPOS, le projet étant trop spécifique pour cela.

En dehors d'internet, il existe bien d'autres biais pour communiquer. Le Beaujolais Vert a ainsi diffusé dans toutes les boîtes aux lettres du territoire une **plaquette** présentant les éco-gestes, la démarche PCET ainsi que des actions mises en place sur le territoire. Cette démarche présente un intérêt certain, toutefois cela représente un coût important et surtout, dans le cas du Beaujolais Vert l'impact a semble-t-il été plutôt mitigé. Même si cela n'a pas tout à fait eu l'effet escompté, l'idée peut être reprise et adaptée par le SIMOLY, en publiant des éléments communiquant attractifs, sous la forme de cartes postales, de kits ou de livrets pédagogiques par exemple.

Bien évidemment, multiplier les **articles** dans la **presse locale** (le forum est une bonne occasion pour cela) et surtout faire passer de l'information sur TEPOS via les **magazines municipaux et communautaires** du territoire semble être une étape obligatoire. Il serait pertinent également de consacrer de nouveau un numéro du « SIMOLY Info » sur la transition énergétique, afin de présenter le projet TEPOS.

Afin de multiplier les supports de communication, d'autres dispositifs peuvent être imaginés, comme la mise en place d'**expositions tournantes**. Cela a pour avantage principal « d'apporter » l'information aux personnes, en la situant à des endroits clés, permettant de toucher un maximum de monde. En effet, comme évoqué précédemment, ce sont très souvent les mêmes personnes qui se retrouvent à des réunions de concertation. Pour faire face à cela, une des solutions est alors d'aller à la rencontre des gens. Par exemple, il est possible d'imaginer mettre en place une exposition interactive destinée à sensibiliser les habitants sur les éco-gestes dans des lieux très fréquentés par la population, comme les bibliothèques, mais aussi lors d'événements comme la foire de St Martin en Haut. Cette exposition ferait le tour des communes du territoire. Le concept du **micro-trottoir** peut également être intéressant. Cela consiste à interroger des personnes, le plus souvent dans la rue, pour leur poser une question et collecter leur opinion spontanée sur le sujet. Cela pourrait par exemple être réalisé lors des marchés, être valorisé à travers plusieurs vidéos, et pourquoi pas par des jeunes, en imaginant un partenariat avec les centres socio-culturels.

Des concours vidéos ou photos peuvent être organisés exposant par exemple des actions réalisées par les habitants des Monts du Lyonnais en terme de développement durable. Cela permet de valoriser ce qui est fait par certains et de montrer aux autres ce qu'il est possible de mettre en place. Il semble pertinent de prévoir cela sur un temps clé, comme par exemple à mi-parcours du premier plan d'actions sur cinq ans ou à sa fin.

Beaucoup de choses sont donc possibles pour communiquer, cependant il est nécessaire de bien cibler les objectifs de la communication pour définir le support le plus approprié. Un travail est ainsi à faire par le SIMOLY et ses élus pour affiner et préciser la stratégie de communication.

3.2.4. Synthèse de l'organisation du dialogue territorial conduite jusqu'à aujourd'hui et préconisations pour demain

Cette synthèse permet de récapituler l'organisation du dialogue territorial adopté jusque là dans les Monts du Lyonnais, et surtout d'exposer mes préconisations sur la suite du PCET, tant du point de vue de sa construction que de son application. Il est important toutefois de souligner qu'il s'agit d'un premier temps de réflexion, que j'ai pu mener jusqu'à présent dans le temps qui m'était imparti pour rendre ce travail, mais que cela est susceptible d'évoluer et surtout d'être approfondie ou complétée, notamment lors de la suite de mon stage.

Organisation du dialogue territorial conduite jusqu'à aujourd'hui

Stratégie de dialogue territorial actuelle :

- Stades de consultation et co-construction pour les phases d'élaboration du PCET
- Citoyens peu impliqués pour les phases de construction du diagnostic et du scénario
- Objectifs peu clairs pour la phase d'élaboration du plan d'actions (par manque d'un vrai temps politique dédié à cela notamment)

Actions déjà adoptées :

- Défis Familles à Energie Positive
- le Mois des Monts :
 - Forum
 - Soirée de présentation du projet de territoire aux élus
 - Divers évènements de sensibilisation sur la transition énergétique et le changement climatique
- Financement citoyen (à venir via le projet Méthamoly)

Communication :

- Relativement peu d'informations diffusées jusqu'à présent sur le projet TEPOS (manque de temps et projet relativement récent)

Préconisations pour la suite du PCET (court terme)

Stratégie de dialogue territorial à adopter (pour le court terme):

- pour la construction du plan d'actions, procéder en deux temps :
 - 1) une ou deux « pré-réunion(s) » à destination du grand public
 - 2) ateliers thématiques en ciblant les acteurs invités
- Prévoir un temps politique pour affiner la stratégie de dialogue territorial pour la suite du PCET (lors du prochain Comité Energie ?)
- Définir une stratégie de communication
- Une fois le PCET validé, prévoir un temps de restitution au grand public et/ou aux acteurs ayant participé à l'élaboration du PCET

Actions à adopter pour le grand public :

- continuer et renforcer le défis Familles à Energie Positive
- prévoir des actions ciblées envers les jeunes, génération qui sera directement concernée par le projet TEPOS, via : la mise en place du défis Ecoles à Energie Positive, l'instauration de partenariats avec les centres de loisirs, collèges et lycées pour mener des actions de sensibilisation, la distribution de ClimaBox, etc.
- marquer les temps forts nationaux : semaine du Développement Durable, Challenge

Mobilité, etc

- régulièrement prévoir des petites actions de sensibilisation. Ex : exposition tournante
- développer le financement de projets par l'épargne citoyenne
- organiser des visites de territoire, pour les élus et pourquoi pas des citoyens qui ont envie de se lancer dans un projet

Communication :

- mise en place d'un blog ou site internet dédié à TEPOS
- informer par une newsletter
- mettre à jour les informations sur le site internet du SIMOLY
- faire des piqûres de rappel de temps en temps via la page Facebook « Monts du Lyonnais »
- publier régulièrement des articles dans la presse locale + journaux municipaux et communautaires
- prévoir des supports variés : livrets pédagogiques, kits de sensibilisation, etc. à distribuer à la population

Préconisations pour la suite du PCET (long terme)

Stratégie de dialogue territorial à adopter sur du plus long terme :

- Adopter des actions régulières, marquant le coup chaque année, sur la même période, soit pendant la semaine du développement durable, soit pendant une période propre aux Monts du Lyonnais (par exemple en juin, qui est marquée cette année par le forum et le Mois des Monts?). Cela peut être en variant les formes. Exemples : instauration d'un café-débat, réalisation et projection d'un film, etc.
- Prévoir des temps de bilan, aux moments clés comme à mi-parcours ou à la fin du premier plan d'actions de cinq ans : élaboration d'un questionnaire, mise en place d'un concours vidéos ou photos sur des actions faites par les habitants, temps de rencontres, de débat et d'échanges, etc.
- Sur le plan de la communication, continuer d'informer régulièrement, en mettant en avant les efforts faits, en gardant une communication positive pour que les gens ne se lassent pas. Faire des piqûres de rappel régulièrement en variant les supports (presses, docs papiers, internet, etc.).

Ainsi, ce que l'on peut conseiller avant toute chose au SIMOLY est d'affiner avec ses élus les objectifs du dialogue territorial, notamment pour ce qui concerne la prochaine étape de construction du plan

d'actions. Au-delà de ça, il est important également de fixer une stratégie de communication, car il est possible de faire beaucoup de choses. Il faut savoir ce que l'on veut avant tout pour être le plus cohérent possible. Veut-on multiplier les supports de diffusion ? Veut-on une présence importante sur internet ? Qui sont les acteurs à cibler en priorité ? etc.

Pour la phase « plan d'actions », je pense qu'il est pertinent de faire cela en deux temps, un pour le grand public, et l'autre à destination d'acteurs plus ciblés, qui seront là pour faire clairement avancer les projets. Cela permettra davantage de déboucher sur un plan d'actions opérationnel. Concernant les actions à conduire, un des axes prioritaires selon moi est de mener des actions ciblées envers les jeunes, acteurs véritablement clés dans le projet TEPOS, et pour lesquels il est possible de mettre en place de nombreuses choses. Quant au volet communication, selon moi il est primordial d'être plus présent sur internet, support incontournable, avec notamment un système de blog, relativement simple à mettre en place, permettant de présenter la politique énergétique, de mettre en avant des actions réalisées, de récolter les remarques d'habitants, etc. La newsletter me paraît également être un outil intéressant pour diffuser de l'information. Toutefois, nous l'avons dit, pour être efficace, il faut que ces outils soient attractifs, mais surtout qu'ils soient animés, et relayés via différents supports.

Sur du plus long terme, il peut être judicieux de prévoir chaque année un évènement phare, un rendez-vous important qui permet de continuer de mobiliser les individus. Le format à adopter peut être varié d'une année sur l'autre, toutefois le « café-débat » semble être une forme particulièrement intéressante, alliant convivialité et échanges, et relativement modulable. Il est possible par exemple de mettre en place des temps de discussion après une projection de film ou encore d'organiser plusieurs petits jeux suscitant le débat, etc. Chaque année cette rencontre pourrait être l'occasion de faire un point sur l'avancée du projet TEPOS de manière générale en se penchant sur l'évolution des actions et des comportements, mais surtout de continuer à sensibiliser. Il ne faut particulièrement pas négliger les temps de bilan, à mi-parcours du plan d'actions de cinq ans notamment.

Ne pas oublier, enfin, tout au long de la démarche, de continuer à mobiliser les élus, moteurs de cette dynamique territoriale, en les sensibilisant régulièrement. Il est important de leur montrer ce que l'on peut mettre en place, en allant voir ce qu'il se passe notamment sur d'autres territoires. C'est dans cette optique-là qu'une sortie dans le Pilat verra probablement le jour, en juillet ou septembre prochain, pour visiter le nouveau parc photovoltaïque mis en place par la Centrale Villageoise de Condrieu, financé en partie par l'épargne citoyenne. Cette idée de visite est née lors de l'organisation du forum pour lequel la Centrale Villageoise a reçu une invitation afin de venir y présenter leur projet sur un des stands. Ceux-ci ne pourront être présents mais nous ont suggéré à la place de faire venir cet été les élus du SIMOLY pour visiter leur parc photovoltaïque, en échange de quoi le SIMOLY pourra leur présenter le projet Méthamoly, à propos duquel la Centrale Villageoise est désireuse d'en savoir plus. Il s'agit selon moi d'un échange d'expériences intelligent, fruit de l'organisation du forum, qui servira aux deux territoires, en permettant notamment peut-être de donner des idées et des envies aux élus du SIMOLY.

4. RETOUR D'EXPERIENCE SUR LE MASTER ET LE STAGE

Les deux années passées en master IDT ont été riches d'enseignements. Mes compétences ont pu évoluer grâce à la formation mais aussi aux stages, en particulier celui de deuxième année de six mois au SIMOLY. Les apports théoriques et techniques mais surtout la mise en pratique m'ont permis de perfectionner mon projet professionnel et me donnent aujourd'hui les bagages nécessaires pour pouvoir prétendre aux postes d'agent de développement ou de chargée de mission.

4.1. Retour d'expérience sur le master

Bien que le parcours universitaire de mes trois premières années d'études ait été quelque peu atypique, avec d'abord un DUT Gestion Administrative et Commercial, puis une licence générale Information-Communication, j'ai tout de même rapidement eu pour objectif de rejoindre le domaine du développement local. Parmi les masters auxquels j'ai postulé, le master IDT était mon premier choix. Cette formation me semblait bien complète pour préparer aux métiers du développement territorial tout en restant encore relativement généraliste. En effet, provenant d'un univers différent, il était important pour moi de pouvoir avoir une vision large de ce qu'implique et signifie le développement territorial, avant de pouvoir par la suite me « spécialiser » vers un domaine plus précis.

Un des avantages de la formation IDT réside justement dans le fait que la spécialisation se fait petit à petit. Le premier semestre reste encore généraliste, afin d'acquérir des compétences de base, tandis qu'à partir du second trimestre les options permettent de commencer à se spécialiser. Mais la véritable spécialisation se fait au travers du choix du sujet de mémoire, des stages et aussi des ateliers. Ces trois étapes représentent des temps forts du master, qui restent le meilleur moyen de se former et de se professionnaliser. C'est ainsi que j'ai fait le choix petit à petit de me tourner vers les secteurs de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture ou encore des ressources territoriales de manière plus générale. De même, assez rapidement je me suis intéressée plus particulièrement aux territoires périurbains et ruraux.

Je souhaitais que ma formation puisse me donner les connaissances nécessaires à la bonne compréhension des dynamiques territoriales et me permettre de bien comprendre le jeu des acteurs impliqués, avec notamment le rôle et le fonctionnement des collectivités.

Tableau 1 : Savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis grâce au master

<i>Savoirs</i> <ul style="list-style-type: none">- Connaissances générales sur les thématiques du développement territorial- Compréhension des enjeux et dynamiques des territoires- Connaissance des acteurs clés du développement territorial
<i>Savoirs faire</i> <ul style="list-style-type: none">- Notions de logiciels de cartographie et de communication- Etre plus à l'aise à l'oral- Savoir argumenter dans les domaines du développement territorial

- Développer l'esprit de synthèse
- Développer mon aisance rédactionnelle
- Organiser mon travail

Savoirs-être

- Savoir travailler en groupe
- Savoir s'adresser et se comporter face à des professionnels
- Savoir gérer son temps

Je pense que ce que m'a véritablement enseigné ce master avant toute chose, c'est la polyvalence : la polyvalence de connaissances sur les différents domaines du développement territorial, la polyvalence pour manier les divers outils qui nous seront utiles dans nos futures vies professionnelles, mais surtout la polyvalence dans la méthode de travail. En effet, selon moi, IDT c'est d'abord l'acquisition d'une manière de travailler : s'avoir s'organiser dans son travail, être compétents sur des tâches très diverses, savoir être synthétique, entreprendre, être réactif. Ce sont les compétences nécessaires pour exercer les métiers d'agents de développement.

Concernant les **savoirs**, tout d'abord, comme je l'ai déjà expliqué, cela m'a permis d'acquérir une vision large des dynamiques territoriales, des problématiques et enjeux auxquelles elles sont confrontées, et d'aborder en globalité les différentes thématiques concernées. De plus, j'ai pu acquérir une bonne connaissance des acteurs impliqués dans ces dynamiques de développement territorial. Toutefois, je pense qu'il serait une bonne chose de renforcer les connaissances sur l'organisation et le fonctionnement des institutions, en particuliers des collectivités. Des cours sur cela ont probablement eu lieu pour ceux qui ont fait auparavant la licence de géographie, mais pour ceux qui comme moi n'ont pas assisté à ces cours, ces connaissances-là m'ont manqué. En sachant qu'il n'est pas toujours aisé de trouver des explications claires sur ces thématiques-là autrement que par un cours. Il faut noter pour finir que le master IDT m'a permis, grâce à l'atelier, d'améliorer mes connaissances sur le fonctionnement des programmes européens, et particulièrement du programme LEADER. Cela m'a été d'autant plus utile que le SIMOLY porte un programme LEADER, me permettant de mieux comprendre les enjeux et processus liés au dispositif.

Pour les **savoir-faire**, là encore l'élément principal que j'ai développé est surtout la polyvalence. Ainsi j'ai été amenée à développer mon esprit de synthèse, d'analyse, à être plus à l'aise pour l'expression orale, mais aussi écrite. Les nombreux travaux rendus, et le mémoire particulièrement, m'ont en effet aidé à améliorer ma rédaction. Savoir comment construire une argumentation sur un domaine de développement territorial est également un point important. De plus, la maîtrise d'outils de communication, comme InDesign, Photoshop, ou Inscapes, etc., même s'il ne s'agissait que de notions, m'a été bien utile. Enfin, j'ai pu acquérir les connaissances de base pour maîtriser les logiciels de cartographie, même si je n'en ai pas fait une priorité.

Enfin, concernant les **savoir-être**, la formation IDT nous apprend énormément à travailler en groupe, puisque la plupart des rendus à faire se font à plusieurs. Il s'agit d'un point important car dans nos vies professionnelles nous serons très souvent amenés à travailler avec nos collègues sur le montage

de projets par exemple, ou avec d'autres partenaires. De plus, grâce aux ateliers et surtout aux stages, qui nous immergent dans le monde professionnel, nous apprenons à adapter notre comportement et notre manière de nous exprimer selon la personne à qui l'on s'adresse : élus, commanditaires, etc.

4.2. Retour d'expérience sur le stage

4.2.1. Le choix du stage

Il s'agissait d'un véritable choix de ma part d'intégrer le SIMOLY, structure que j'avais déjà eu l'occasion de côtoyer lors de mon stage de M1. J'avais en effet effectué mon stage au sein de la Communauté de Communes de la Vallée du Garon, sur le territoire voisin de l'Ouest Lyonnais et sur les thématiques Agricultures, Environnement et Développement Durable. Ce stage de deuxième année s'inscrit donc dans la continuité de cette première expérience, en travaillant sur un territoire voisin très lié à l'Ouest Lyonnais et en approfondissant une des thématiques qui est celle de l'énergie. De plus, je souhaitais, à travers la structure du SIMOLY, avoir une vision plus large des enjeux d'un territoire, à l'échelle de trois communautés de communes. C'est donc à la suite d'une candidature spontanée que j'ai pu commencer mon stage au SIMOLY.

4.2.2. Savoir, savoir-faire et savoir-être

Tableau 2 : Savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis grâce au stage

<p><i>Savoirs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de connaissances sur l'énergie : à la fois techniques mais aussi sur les enjeux et les acteurs - Approfondissement de connaissances sur les notions de participation et de concertation - Approfondissement de connaissances sur le fonctionnement des collectivités, et des acteurs de l'énergie de manière générale - Approfondissement de connaissances sur l'outil PCET
<p><i>Savoirs faire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer mes capacités à présenter de manière simple un projet ou une situation, à l'écrit ou à l'oral - Rédaction de synthèses - Réalisation de documents de communication - Conduite de réunion
<p><i>Savoirs-être</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etre réactive et savoir prendre des initiatives - Etre efficace et organisée

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Gérer son temps pour ne pas se laisser déborder |
|---|

En termes de **savoir**, ce stage m'a appris et m'apprend toujours énormément. N'ayant eu que quelques notions lors du master sur la thématique énergie, j'ai surtout beaucoup appris sur le terrain. Ce domaine est assez pointu et technique, un travail a été fait pour améliorer mon niveau de connaissances, même s'il me reste encore énormément de choses à apprendre. Là où j'ai effectué le plus gros travail de connaissances, à travers diverses recherches, c'est pour la participation. Au bout de deux mois de stage je pense commencer tout juste à avoir une vision assez large des enjeux et moyens pour mobiliser les acteurs. A noter enfin que j'ai pu acquérir une vision plus globale du fonctionnement des collectivités et surtout de celle, comme le SIMOLY, qui porte le projet de territoire, avec des procédures comme le CDDRA ou le programme LEADER. J'ai pu me rendre compte de manière générale, à quel point il faut être « au courant de tout » pour exercer ces métiers d'agents de développement, et avoir une vision large et pointue non seulement de sa propre thématique mais également de celles de ses collègues ! Il faut se tenir au courant des dernières actualités et avoir une très bonne connaissance du jeu des acteurs et du fonctionnement des institutions, et des dispositifs types CDDRA et programmes européens.

Pour les **savoir-faire**, j'ai surtout pu développer mon esprit de synthèse, pour pouvoir présenter de manière claire et simple une situation à l'écrit ou à l'oral. J'ai également pu commencer à mener des réunions, du moins sur une partie, et cela devrait se poursuivre et se développer lors de la suite du stage. De plus, j'ai pu acquérir et développer une aisance auprès des professionnels, et avoir moins peur de passer des coups de fil téléphoniques ! Enfin, j'ai eu l'occasion de réaliser des panneaux de communication, via le logiciel Publisher, et de réfléchir notamment à la manière d'adapter le langage technique pour que les propos soient compris par le grand public.

Les **savoir-être** que j'ai pu développer sont essentiels : savoir prendre des initiatives, anticiper et gérer son temps. Lorsqu'il s'agit d'organiser des événements, il faut être très organisé dans son travail, ne pas hésiter à relancer les partenaires, et chercher de l'information.

4.2.3 L'apport de mon travail pour la structure et perspective d'accomplissement de ma mission

Ce stage m'a donc permis d'acquérir différents savoirs, savoir-faire et savoir-être. Toutefois ma présence a aussi pu être bénéfique pour la structure, notamment à travers le fait de :

- Prendre en charge complètement l'organisation de la partie énergie du forum
- aider certains des partenaires à préparer le stand (panneaux d'exposition et éléments de communication)
- donner des pistes de réflexions pour les dispositifs de mobilisation et de concertation à mettre en place
- rendre possible ou faciliter la mise en place de certaines dynamiques : mise en place de réunions, réalisation d'un blog et d'éventuels autres documents de communication, voyage d'études à Condrieu...
- à venir : mise à jour de certaines informations sur le projet TEPOS des Monts du Lyonnais, sur internet notamment

Concernant l'accomplissement de ma mission « travail préparatoire dans le cadre de l'élaboration de la concertation pour le plan d'action TEPOS », jusqu'à présent mon travail a donc principalement consisté à apporter matière à réflexion pour le dialogue territorial à mettre en place dans le cadre du projet TEPOS. Cependant la suite du stage va m'amener à poursuivre ce travail, et surtout probablement à appliquer ce que les élus auront choisi comme outils et procédés (mise en place des « pré-réunions », d'un blog, d'éléments de communication, etc.).

4.2.4. Projet professionnel

Ce stage a confirmé ma volonté de travailler sur les thématiques de l'énergie, de l'environnement, ou du développement durable de manière plus générale. Je pense cibler en priorité les collectivités ou structures mixtes, notamment en milieu périurbain ou rural. Typiquement, les postes de « chargé de mission Agenda 21 ou PCET » m'intéressent particulièrement, même si je suis bien consciente que peu de postes sont disponibles et qu'il me faudra chercher plus large. De même, je n'exclue pas non plus de travailler pour un programme d'actions abordant des thématiques variées tel que le programme LEADER ou encore le CDDRA.

CONCLUSION GENERALE

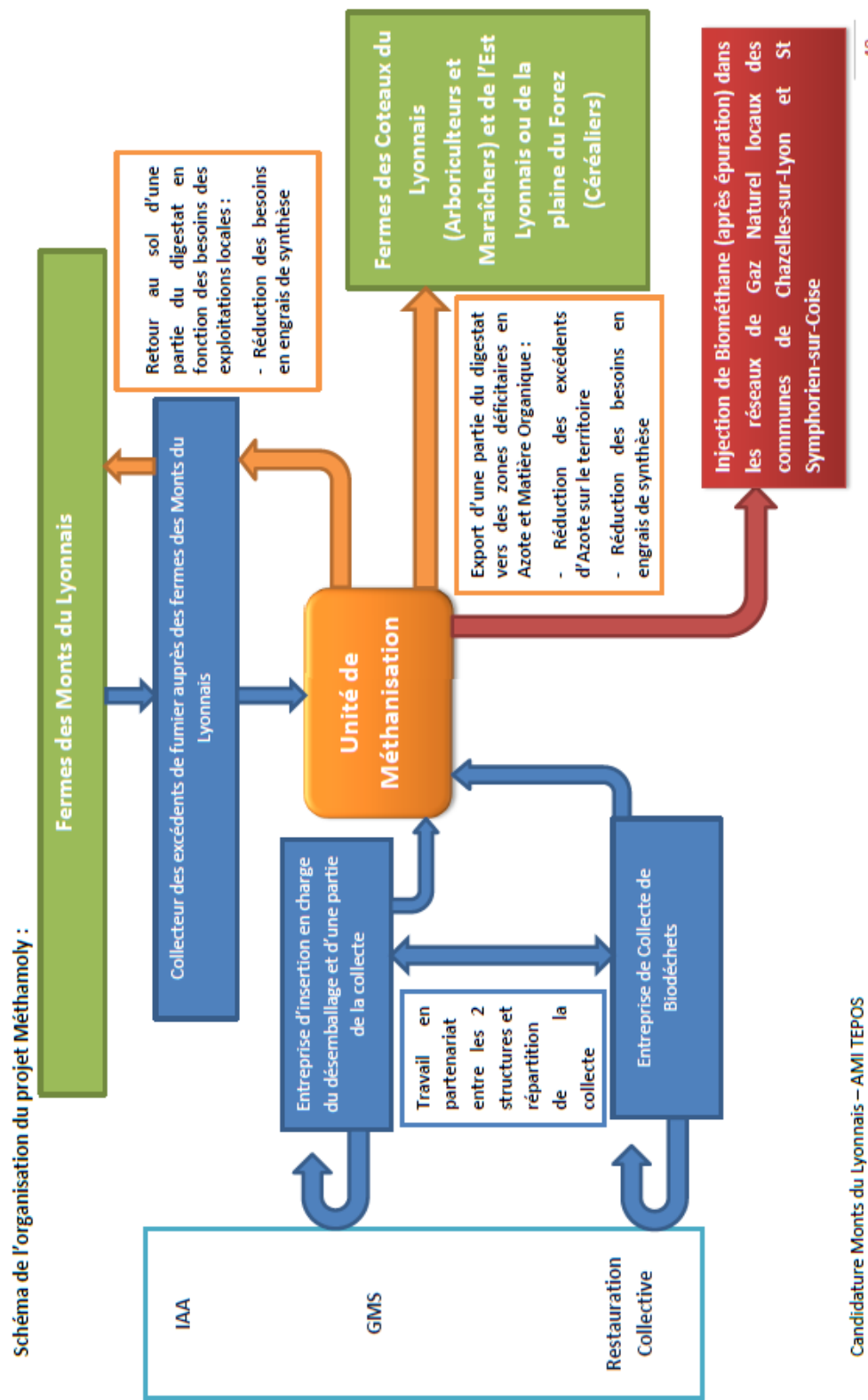
La réalisation de ce mémoire aura permis de lancer la réflexion autour de la stratégie de dialogue territorial à mettre en place et plus précisément de trouver des éléments de réponses à l'une de mes missions principales de stage consistant à effectuer un « travail préparatoire dans le cadre de l'élaboration de la démarche participative et notamment de la concertation pour le plan d'action TEPOS ».

Après avoir cerné de manière générale les enjeux liés au changement climatique et à la nécessité grandissante pour les territoires de consommer moins d'énergie et de pouvoir produire localement des énergies renouvelables, nous nous sommes penchés sur le contexte territorial des Monts du lyonnais et des enjeux qui en découlent. Ceux-ci soulignent bien la pertinence de l'objectif « Territoire à Energie Positive à Horizon 2050 » pour le territoire. Pour cela, la mobilisation de tous les acteurs est indispensable, car tout le monde a un rôle à jouer pour parvenir à ce but. Différentes méthodes et moyens existent pour mettre en place des dispositifs participatifs. Le SIMOLY a d'ailleurs déjà adopté plusieurs manières de faire, dont la mise en place du forum, événement phare des Monts des Monts. Son organisation sur le volet « énergie » a constitué d'ailleurs l'une de mes missions principales. Ensuite, une prise de recul a été nécessaire, en observant ce qui a été fait dans d'autres territoires. Cela a permis de mettre en avant certains éléments, comme le fait que plusieurs d'entre eux n'ont pas réellement cherché à impliquer le grand public dans l'élaboration du plan d'actions, ou encore comme le fait que l'outil internet est un élément de communication aujourd'hui incontournable.

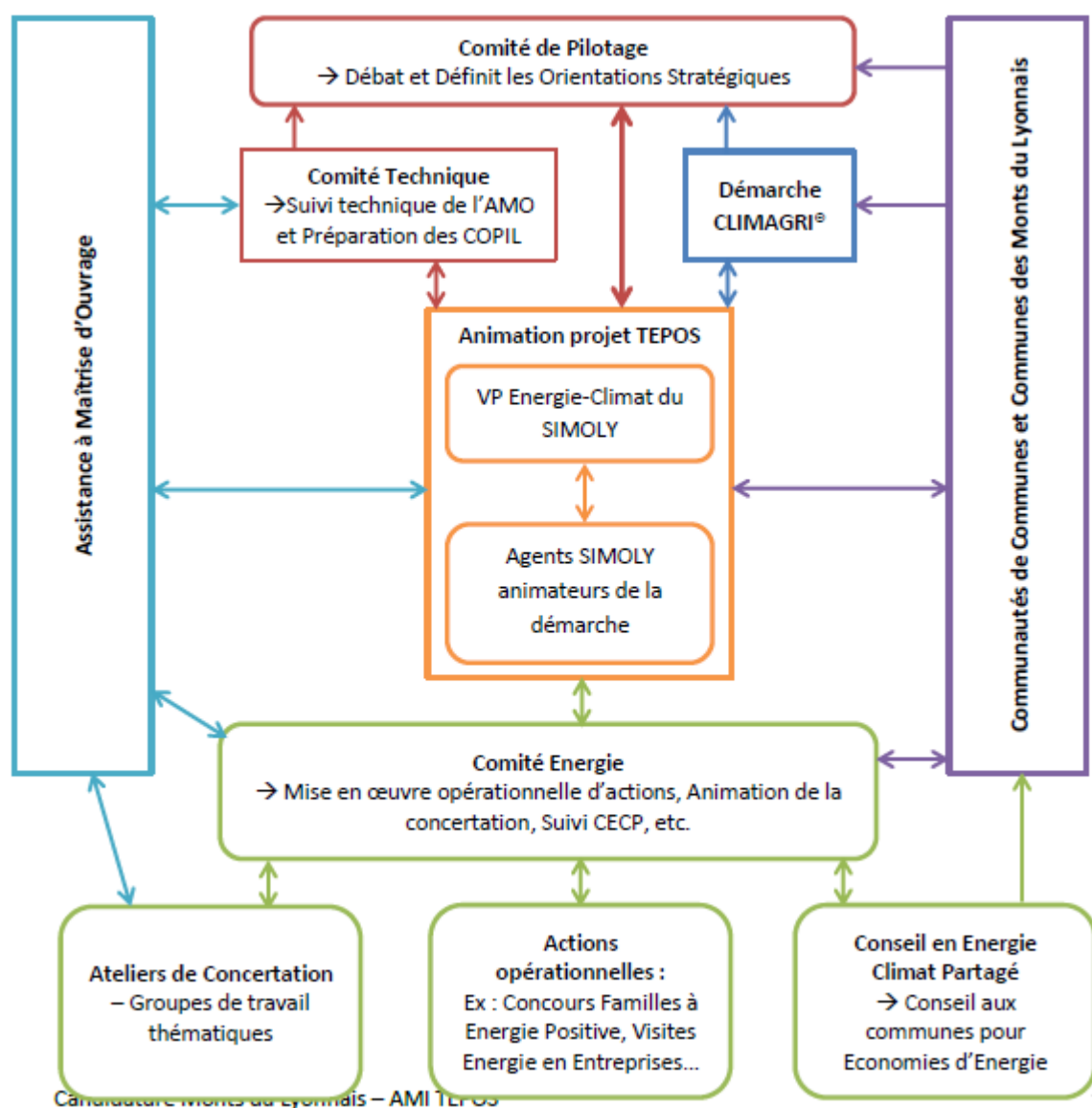
L'analyse de l'ensemble de ces éléments a permis de mettre en lumière certains points à améliorer dans la stratégie de dialogue territorial des Monts du Lyonnais. Ainsi le SIMOLY et ses élus sont amenés à définir davantage leurs attentes et à identifier les acteurs à cibler en priorités, tant pour la suite de la construction du PCET, que pour les actions à mettre en place afin de sensibiliser et amorcer un changement de comportements de la part des acteurs. De là, les solutions les plus adaptées pourront être mises en place. Les préconisations effectuées en synthèse ne sont pas exhaustives, elles représentent seulement une première base de réflexion, en mettant en avant les points, qui selon moi, sont indispensables pour obtenir une stratégie de dialogue territorial cohérente.

Cette réflexion devrait être davantage approfondie lors de la suite du stage, la contrainte « temps » pour le rendu de ce rapport, n'ayant pas permis d'aller plus loin à ce jour. Dans tous les cas, depuis les deux mois qui se sont écoulés, ce stage m'aura permis d'apprendre énormément. Les deux missions qui m'ont été confiées sont bien complémentaires et fortement liées, l'une nécessitant un travail stratégique autour du dialogue territorial pour permettre de préparer le plan d'actions, l'autre plus opérationnelle, permettant de mettre en place un des moyens de cette stratégie.

ANNEXE 1 : Projet Méthamoly



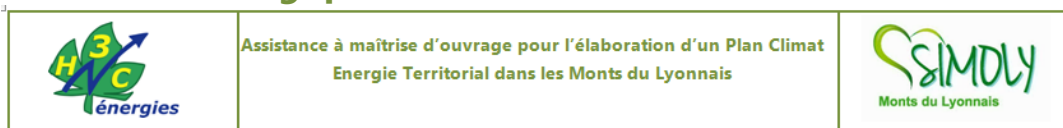
ANNEXE 2 : Gouvernance du projet TEPOS dans les Monts du Lyonnais



Source : SIMOLY, Dossier de candidature du SIMOLY, Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoires à Energie Positive » de la Région Rhône-Alpes, 2013

ANNEXE 3 : Scénario pour le projet TEPOS des Monts du Lyonnais

Scénario stratégique construit à la suite du travail du COPIL n°3



Introduction

Suite aux scénarios stratégiques élaborés par chacun des 2 groupes de travail lors du COPIL n°3, H3C-énergies propose un scénario TEPOS de synthèse, en :

- reprenant les points des convergences relevés dans les travaux des 2 groupes,
- ajustant les efforts à fournir en matière de MDE et de développement des ENR afin d'aboutir à l'indépendance énergétique du territoire en 2050.

Ce scénario est présenté dans la suite en termes d'objectifs à atteindre et non de moyens à mobiliser. Une réflexion sur les moyens fera en effet l'objet des ateliers de concertation territoriale qui se tiendront à partir du mois de septembre 2014

Scénario proposé

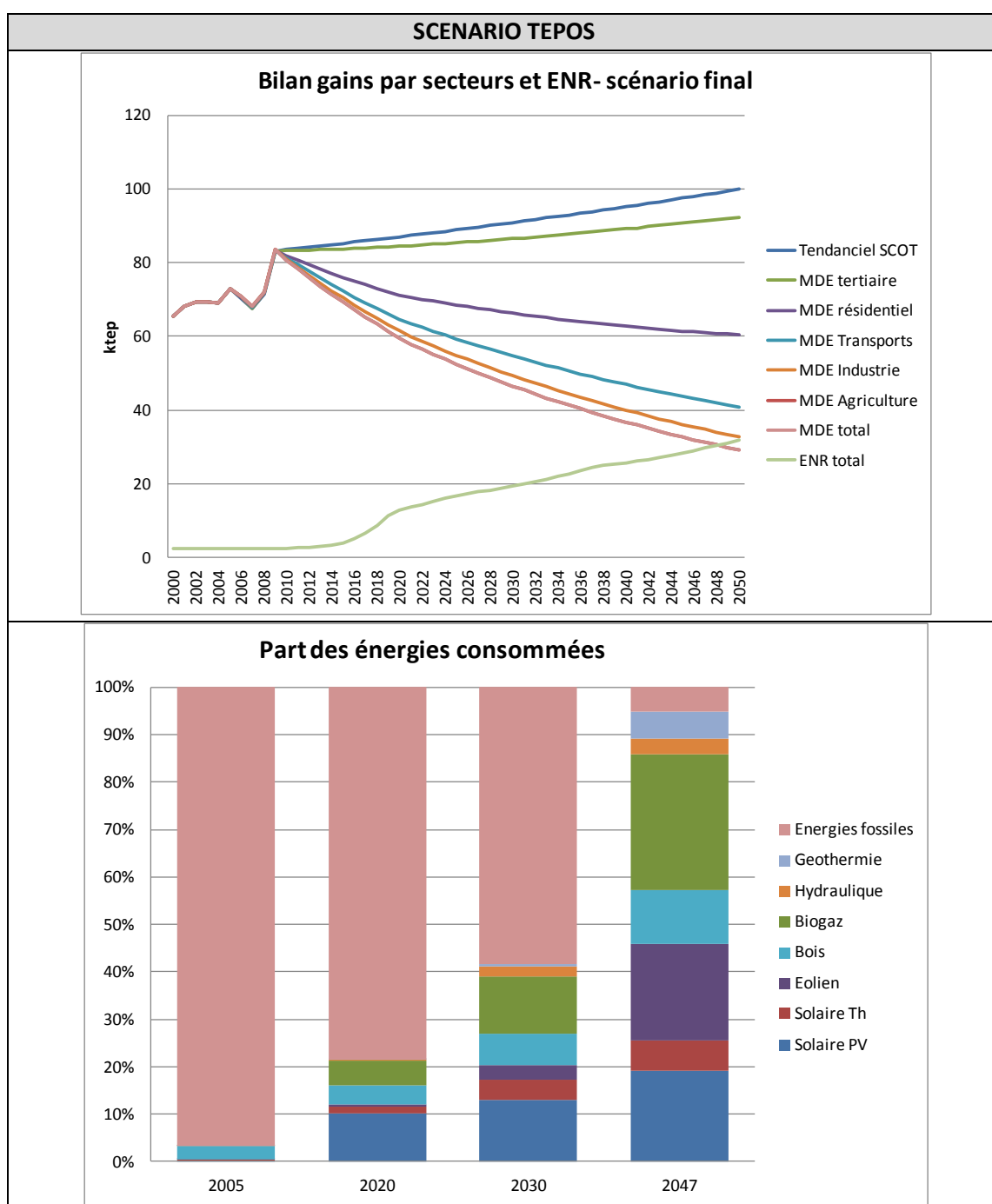
Dans l'hypothèse du scénario proposé, l'indépendance énergétique est atteinte en fin de période, entre 2047 et 2048. Ce scénario exploite les convergences constatées entre les deux approches proposées par le COPIL, à savoir :

- **Pour la MDE**, une priorité nette affichée sur :
 - la rénovation des logements, la sobriété énergétique dans le résidentiel/tertiaire et une politique de densification de l'habitat d'ores et déjà affichées dans le SCOT
 - l'enjeu des transports, avec le développement de la sobriété et des modes de transports alternatifs
 - la sensibilisation et l'information de la population
 - la réduction des consommations du secteur industriel
- **Pour le développement des ENR**
 - Le développement massif du solaire photovoltaïque et thermique jusqu'à exploitation complète du potentiel disponible
 - Une structuration de la filière bois-énergie pour exploiter complètement le potentiel disponible
 - le développement de la méthanisation énergie pour exploiter complètement le potentiel disponible, avec la prise en compte de 2 projets prévus pour 2017.
 - l'exploitation de seulement 1/3 du potentiel l'hydroélectrique
 - une introduction tardive de l'éolien, vers 2030, avec une exploitation d'une partie seulement du potentiel disponible du fait des réserves exprimées sur l'acceptabilité (grand éolien) et la maturité de la technologie (éolien domestique).

Pour pouvoir atteindre l'objectif TEPOS, H3C-énergies propose en plus de ces éléments :

Pour la MDE, de suivre les tendances proposées par le COPIL en les intensifiant pour les secteurs résidentiel tertiaire, industriel et des transports, et dans le secteur agricole,

- d'exploiter la totalité du gisement d'économie d'énergie révélée par l'étude Clim'agri comme proposé par le groupe 2 du COPIL
- **Pour les ENR**, de fournir un effort plus important sur la géothermie et l'éolien que ce qui a été proposé par l'ensemble du COPIL, afin d'atteindre l'objectif TEPOS. On aboutit ainsi à une exploitation de la totalité du potentiel géothermique disponible et à 47% du potentiel éolien disponible.



TABLES / DES CIGLES

Carte 1 : Les trois communautés de communes des Monts du Lyonnais.....	11
Carte 2 : Dépenses énergétiques dans le logement en euros par ménage par an dans le département du Rhône.....	17
Figure 1 : Les niveaux du dialogue territorial.....	10
Figure 2 : Estimation hypothétique du surcoût lié à la hausse des hydrocarbures, en €.....	13
Figure 3 : Etat du parc de logements des Monts du Lyonnais.....	14
Figure 4 : Consommations énergétiques du secteur résidentiel par type.....	14
Figure 5 : Consommations énergétiques du secteur résidentiel par usage et par type.....	14
Figure 6 : 370 ktep de CO2 émis en 2010 par les Monts du Lyonnais.....	15
Figure 7 : Estimation hypothétique du surcoût budgétaire lié à la hausse du prix des hydrocarbures, en k€.....	16
Figure 8 : Répartition des consommations d'énergie dans les Monts du Lyonnais.....	20
Figure 9 : Interprétation de la stratégie globale du dialogue territorial dans le cadre du projet TEPOS des Monts du Lyonnais.....	37
Figure 10 : Organiser la co-construction.....	39
Tableau 1 : Savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis grâce au master.....	58
Tableau 2 : Savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis grâce au stage.....	60

TABLE DES CIGLES

CDDRA : Contrat de Développement de la Région Rhône-Alpes

TEPOS : Territoire à Energie Positive

PCET : Plan Climat Energie Territorial

GES : Gaz à effet de serre

AMI : Appel à Manifestation d'Intérêt

AMO : Assistance à Maitrise d'Ouvrage

BIBLIOGRAPHIE

ADEME, 2009, *Construire et mettre en œuvre un Plan Climat Energie Territorial*, Guide méthodologique,

Disponible sur : <http://www.pcet-ademe.fr/sites/default/files/Le%20guide%20pcet.pdf> 227 pages.

Atelier Biovallée : Master 1&2 Ingénierie du Développement Territorial, promotions 2011/2012, 2012, *Biovallée 2040 co-construction d'un éco-territoire de référence*, Idées Territoires

Bonfils AL., Marcon A., Zellmeyer A., Cholton M., Gonthier A., Sanchez M., Di Bianco S., Gibert M., Octobre-décembre 2013, *Transition énergétique dans les Monts du Lyonnais, objectif « TEPOS », Enquête sociologique sur la perception des acteurs du territoire*, Isara Lyon, SIMOLY

Caramel L., 13/04/2014, *Réchauffement, une révolution économique est nécessaire*, Le Monde.fr, Disponible sur : http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/04/13/une-revolution-economique-est-necessaire-pour-limiter-le-rechauffement_4400450_3244.html

Ernisse L., Wisner E., 2010, *La concertation dans la conduite d'un Plan Climat-Energie Territorial, Imaginer, concevoir, construire et faire vivre collectivement un PCeT sur son territoire*, Les notes d'etd, le centre de ressources du développement territorial, 32 pages.

Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, 2013, *Démocratie participative : guide des outils pour agir*, Think tank, Disponible sur : <http://think-tank.fnh.org/content/democratie-participative-guide-des-outils-pour-agir>

Garric A., Le Hir P., 14/04/2014, *Climat : où en est la révolution énergétique prônée par le GIEC ?*, Le Monde.fr, Disponible sur : http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/04/14/climat-ou-en-est-la-revolution-energetique-pronee-par-le-giec_4401024_3244.html

GIEC, 13/04/2014, Communiqué de presse du GIEC, *Les émissions de gaz à effet de serre s'accroissent malgré les efforts de réduction*, Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat, Disponible sur : http://www.ipcc.ch/pdf/ar5/pr_wg3/20140413_pr_pc_wg3_fr.pdf

H3C Energies, *Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial dans les Monts du Lyonnais, note technique*, 2013

Poize N., Rudinger A., 2014, *Projet citoyens pour la production d'énergie renouvelable : une comparaison France-Allemagne*, Working Papers n°1, IDDRI, 24 pages. Disponible sur : <http://www.iddri.org/Publications/Projets-citoyens-pour-la-production-d-energie-renouvelable-une-comparaison-France-Allemagne>

Rey-Valette H., Pinto M., Maurel P., Chia E., Guihéneuf P.-Y., Michel L., Nougaredes B., Soulard C., Jarrige F., Guillemot S., Cunnac M., Mathé S., Barbe E., Ollagnon M., Delorme G., Prouhèze N., Laurent A., Suita L.A., Bertrand J., Dieudonné C., Morvan R., Champrigaud A., 2011. Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires, © Cemagref, CNRS, Geyser, Inra, Supagro, Université Montpellier 1. Diffusion INRA-Montpellier, 155 pages.

SIMOLY, *Dossier de candidature du SIMOLY*, Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoires à Energie Positive » de la Région Rhône-Alpes, 2013

SIMOLY, 2013, *Plan de mobilité des salariés des Monts du Lyonnais - Résultats de l'étude 2013*

SIMOLY, H3C Energie, 2013, *Comité de pilotage Monts du Lyonnais à énergie positive, 9 décembre 2013*, Premiers résultats du diagnostic climat-énergie des Monts du Lyonnais réalisés par H3C Energies

Syndicat Mixte du Scot des Monts du Lyonnais, 2012, *Schéma de cohérence territoriale des Monts du Lyonnais, Diagnostic*

Territoires, la revue de la démocratie locale, janvier 2003, *Intercommunalités et démocratie locale, Dédale et le citoyen*, N°434, cahier 2, Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale

Vidal Y., 2013, *Enquête sur la mobilité dans les Monts du Lyonnais*, rapport de fin d'étude, IUT2 Grenoble, 75 pages.

Autres ressources consultées :

Cours de Rémi Lefur, professeur à l'Institut de Géographie Alpines de Grenoble, janvier 2013, *La concertation*, master IDT

Cours de Rémi Lefur, professeur à l'Institut de Géographie Alpines de Grenoble, Octobre 2012, *Le dialogue territorial*, master IDT

Sites internet consultés :

SIMOLY : <http://simoly.monts-du-lyonnais.fr/>

PCET-ADEME : <http://www.pcet-ademe.fr/>

PCET Saint-Etienne Métropole : <http://www.tousacteursduclimat.fr/>

Biovallée : <http://www.biovallee.fr/>

Communauté de communes du Mené : <http://www.ccmene.fr/accueil>

ViennAgglo : <http://www.paysviennois.fr/>

Beaujolois Vert : <http://www.beaujolois-vertvotreavenir.com/>

Défi Familles à Energie Positive : <http://www.familles-a-energie-positive.fr/>

Débat national sur la transition énergétique : <http://www.transition-energetique.gouv.fr/>

TEPOS : <http://www.territoires-energie-positive.fr/>

Réseau Rurener : https://www.google.fr/webhp?sourceid=chrome-instant&rlz=1C1CHFX_frFR507FR507&ion=1&espv=2&ie=UTF-8#q=rurener

Cler, réseau pour la transition énergétique : <http://www.cler.org/>

PCET Ouest Lyonnais : <http://www.pcetouestlyonnais.net/>

INSEE : <http://www.insee.fr>